

Numéro 4 - 11 février 2017

Les relations Canada-États-Unis et la lutte pour affirmer les droits

Un besoin urgent de développer un travail concret à la défense des droits de tous



PDF

Les relations Canada-États-Unis et la lutte pour affirmer les droits

- Un besoin urgent de développer un travail concret à la défense des droits de tous
- Trudeau s'en va à Washington: rien de bon ne viendra de la répétition de fausses croyances idéologiques - *Pauline Easton*
- Intensifions la lutte pour sortir le Canada de l'OTAN et de toutes les alliances militaires agressives! - *Margaret Villamizar*

Les étudiants et professeurs de l'Université Carleton développent le travail pour défendre les droits

- Pétition contre la promotion du recours aux pouvoirs de police pour réprimer la parole
- Le soutien de l'Université Carleton au groupe faisant la promotion du recours à la C-51 contre les manifestants doit cesser
- Le Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures de l'Université Carleton

- De quoi est faite l'infrastructure essentielle? - *Sam Heaton*

Opposition à la réunion de la Conférence des armées des Amériques à Toronto

- Les forces armées des Amériques coordonnent leurs «opérations domestiques»
- Une entreprise inacceptable - *Charlie Vita*

Discussion

- La signification du débat sur le commerce équilibré et équitable entre le Canada et les États-Unis? - *K.C. Adams*

Cinquième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes

- L'Amérique latine et les Caraïbes se réaffirment en tant que Zone de paix
- Rassemblement des mouvements sociaux et des forces politiques
- Jamais il n'a été plus nécessaire de nous engager réellement dans la voie de l'unité - *Raúl Castro*

Les relations Canada-États-Unis et la lutte pour affirmer les droits

Un besoin urgent de développer un travail concret à la défense des droits de tous



Rassemblement devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa le 30 janvier 2017, une des nombreuses manifestations ce jour-là au Canada à la défense des droits et contre l'utilisation des pouvoirs policiers

2017 a déjà été témoin d'importantes mobilisations aux États-Unis et au Canada à la défense des droits. Les grandes mobilisations qui regroupent des gens de tous les milieux sont sans précédent. Les gens se soulèvent en masse contre l'utilisation des pouvoirs policiers et les décrets présidentiels de Donald Trump concernant l'immigration, le mur à la frontière sud et l'interdiction d'entrée pour

les citoyens de sept pays pendant 90 jours et pour tous les réfugiés pendant 120 jours. Les événements ont culminé avec la décision de la cour d'appel de San Francisco de maintenir la suspension de ces décrets sur la base qu'ils représentent une discrimination envers les musulmans. Par ailleurs la multiplication des descentes de l'agence d'immigration et des douanes qui expulse des familles ouvrières, des femmes et des enfants déclarés « illégaux » dans des villes partout aux États-Unis a également provoqué une mobilisation de masse.



Manifestation contre les descentes du département de l'immigration à Los Angeles le 9 février 2017

Ces grandes mobilisations mettent en évidence le fait que les peuples sont confrontés à un danger sans précédent avec l'utilisation sans entraves des pouvoirs policiers. Pendant que Trump fait tout en son pouvoir pour faire éclater les limites de la Constitution, d'autres font tout en leur pouvoir pour maintenir la forme constitutionnelle. Il est clair que la forme constitutionnelle actuelle est anachronique et qu'elle ne permet pas de résoudre les contradictions, ni celles au sein de la classe dominante, ni celles qui opposent les cercles dominants au peuple. Le peuple, lui, est confronté à la nécessité de donner à la démocratie une définition complètement modernisée qui donne aux droits une garantie et lui donne ainsi les moyens de les faire respecter. Une démocratie qui ne permet pas au peuple de tenir les dirigeants redevables n'est pas une démocratie qui sert le peuple.



Dans ce numéro, *LML* présente de l'information sur certains développements, à commencer par la visite du premier ministre Justin Trudeau à Washington lundi et les tentatives de détourner l'attention des Canadiens du besoin d'une nouvelle direction pour l'économie et les relations entre le Canada et les États-Unis. *LML* appelle aussi ses lecteurs à soutenir vigoureusement tous ceux et celles qui luttent au Canada pour l'affirmation des droits contre leur usurpation sanctionnée par l'État. Nous portons à votre attention le travail des étudiants et professeurs de l'Université Carleton à Ottawa pour mettre un terme à l'utilisation de leur université par les agences policières pour priver les Canadiens de leurs droits. Le 8 février ils ont lancé une pétition pour exiger que l'université mette un terme à sa coopération avec le Groupe de recherche sur la résilience des

infrastructures (IRRG) qui coordonne l'application de la loi C-51, la *Loi antiterroriste* de 2015, contre les manifestants et les activistes. La décision a été prise à une assemblée du 22 novembre où les étudiants et plusieurs professeurs ont discuté de l'urgence d'intensifier l'opposition à l'utilisation du campus pour criminaliser ceux qui se battent pour leurs droits. Les étudiants ont décidé de lancer une campagne pour recueillir des signatures par différents moyens : intervenir dans les classes, contacter les professeurs et faire circuler la pétition en ligne et partout où les étudiants se rassemblent.

Cette semaine, des activistes de Toronto ont organisé une opposition à l'inacceptable Conférence des armées américaines tenue dans cette ville le 9 février. Cette conférence avait pour objet de coordonner les « opérations nationales » contre les peuples des Amériques.

Des actions hebdomadaires ont lieu à Vancouver pour alerter les gens aux dangers de la *Loi antiterroriste* de 2015 et exiger son abrogation. Ces actions mettent en lumière le fait que le gouvernement Trudeau continue de soutenir l'imposition de pouvoirs policiers contenus dans la loi, qui selon lui sont nécessaires.



100e action hebdomadaire pour l'abrogation de la loi C-51 à Vancouver le 30 janvier 2017

Le Marxiste-Léniniste appelle les travailleurs et les jeunes et tous ceux et celles qui soutiennent la cause des droits à intensifier leurs interventions pour ne pas permettre la justification de l'utilisation sans entrave de pouvoirs policiers et l'établissement des arrangements permettant leur application. Ces arrangements criminalisent le discours et la conscience. De grands idéaux sont invoqués pour virer à l'envers la conception des droits, éliminer les droits civils acquis et marginaliser le peuple davantage.

Les arrangements qui prennent la forme d'un contrat social et de la société civile, avec des gouvernements représentatifs, ont été créés il y a quelque 250 ans pour priver les autocrates des pouvoirs sans entrave reposant sur le soi-disant droit divin. La classe capitaliste montante réclamait la sécurité de sa propriété et une prévisibilité pour conclure et faire respecter les contrats d'affaires. Les arrangements qui furent institués et la définition des droits qui leur correspondait ont depuis été usurpés, d'abord par des monopoles puis maintenant par des oligopoles mondiaux encore plus puissants qui privent la majorité des travailleurs de tout contrôle sur leur vie. Les définitions et les arrangements établis au cours des 250 dernières années ne permettent plus de répondre aux besoins de notre époque.

Au lieu de renouveler ces arrangements et ces définitions, y compris le pacte incarnant la conception des droits sur laquelle la société est basée, les cercles dominants offrent un gouvernement des pouvoirs de police qui se fait passer pour un gouvernement des lois. Tout cela souligne le besoin d'aller au fond de ce que veut dire défendre les droits pour garantir la sécurité, ce que veut dire défendre le droit de conscience et de parole, et pourquoi il faut aujourd'hui des définitions et des arrangements modernes qui établissent les droits qui appartiennent à tous les êtres humains du fait de leur humanité. Comment tenir ceux qui gouvernent responsables est devenu une préoccupation centrale pour l'humanité.



Trudeau s'en va à Washington: rien de bon ne viendra de la répétition de fausses croyances idéologiques

- Pauline Easton -

Il est maintenant confirmé que le premier ministre Justin Trudeau se rendra à Washington pour s'entretenir avec le président américain Donald Trump lundi le 13 février. La décision de se rendre à Washington « rompt avec la tradition » qui veut que ce soit le nouveau président américain qui visite d'abord le Canada. Le gouvernement canadien préfère ne pas risquer une visite de Trump, qui ferait l'objet de protestations partout au pays et créerait un cauchemar pour les responsables de la sécurité. Or, peu importe où a lieu la rencontre, le fait demeure que les relations du Canada avec les États-Unis comportent de graves dangers pour le bien-être des citoyens et résidents de ce pays et contribuent aux préparatifs d'une guerre mondiale dévastatrice.

Les Canadiens sont à juste titre préoccupés par les développements ici au pays et aux États-Unis, avec la direction de l'économie, l'érosion des droits de tous, l'intensification des préparatifs de guerre et l'offensive antisociale généralisée contre les peuples aux États-Unis et dans le monde. Pour détourner l'attention de ces questions et de la domination du Canada par les États-Unis sur tous les plans, on nous dit que les relations entre les deux pays sont mutuellement avantageuses. Selon Kate Purchase, directrice des communications au cabinet du premier ministre, Trudeau et Trump veulent discuter des relations uniques entre le Canada et les États-Unis et voir « comment nous pouvons continuer de travailler fort ensemble pour les Canadiens et les Américains de la classe moyenne ». Les entretiens porteraient essentiellement sur le commerce entre les deux pays et les relations militaires et de sécurité.

Derek Burney, ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis et conseiller de Trudeau et de l'ancien premier ministre Brian Mulroney, a dit que Justin Trudeau « va insister sur le fait que les relations entre nos deux pays ne sont pas comme les autres ». Pour désinformer les gens sur ce qui est en jeu, il reprend le refrain du gouvernement canadien à propos des « similitudes » entre Trudeau et Trump : « Les deux ne s'attendaient pas à gagner leur élection et ils ont tous deux gagné. Ils sont tous ceux des créatures des médias sociaux. Ils ont donc beaucoup en commun. Ils

n'ont pas d'idéologie en commun mais qui sait vraiment ce qu'est l'idéologie de Donald Trump ? Même les républicains ne le savent pas. »

Bref, tout est fait pour renforcer l'idée que Trudeau et Trump sont fait l'un pour l'autre pour créer l'impression que le problème avec Donald Trump est qu'il a une idéologie d'extrême droite mais qu'en tant qu'homme d'affaires il est possible d'avoir un terrain d'entente. C'est pour en échange soutenir l'image de Trudeau comme politicien « progressiste » qui mérite l'appui des Canadiens dans ses rapports avec le dangereux Trump. En fait ce sont les mêmes oligopoles qui rivalisent pour le pouvoir aux États-Unis et au Canada et les intérêts de ces oligopoles sont ce que Trudeau et Trump ont en commun.

La répétition de fausses croyances idéologiques pour décrire les relations entre le Canada et les États-Unis

Deux scénarios sont envisagés pour les entretiens entre le premier ministre Trudeau et le président Trump le 13 février à Washington. Les deux sont basés sur la répétition de fausses convictions idéologiques qui privent le peuple d'une conception du monde. Ils privent le peuple d'une conception du monde qui lui sert à défendre la conception moderne dans laquelle les êtres humains ont des droits du fait de leur humanité et le Canada a des droits souverains et le devoir en tant que pays de contribuer à la cause des peuples du monde, celle de la paix et de la sécurité véritables. Sur le plan de la sécurité et des préparatifs de guerre, les intérêts des peuples du Canada et des États-Unis sont à l'antipode de ceux de l'oligarchie financière que défendent Trudeau et Trump. Les Canadiens ne peuvent s'attendre à rien de bon de l'accélération de l'intégration aux préparatifs de guerre des États-Unis qui sont l'enjeu des négociations sous une présidence Trump.

Dans le premier scénario, Trudeau « affronte » Trump pour « défendre les emplois des Canadiens » en insistant pour que le Canada ne soit pas victime des décrets présidentiels et des politiques commerciales de Trump.

Dans le deuxième, les deux trouvent « un terrain d'entente » et Trudeau cherche à apaiser Trump car ce serait une approche plus pratique d'atteindre les mêmes objectifs.

Le discours irrationnel qui s'appuie sur ces fausses convictions idéologiques ne s'intéresse pas à l'important problème de défendre les droits, y compris la souveraineté du Canada, et de délibérer des questions de la guerre et de la paix dans le corps politique.^[1] Le Canada et son peuple n'ont pas besoin de commentateurs qui se contentent de commenter la conduite de Trudeau et de Trump, aussi offensante soit-elle. Les Canadiens veulent et ont besoin de discuter des problèmes importants auxquels le Canada et le monde sont confrontés.

La promotion de ces fausses croyances idéologiques tient lieu d'une analyse des événements. Il faut cette analyse qui donne au peuple un guide à l'action pour s'armer face aux dangers qui pointent à l'horizon et changer la situation en sa faveur. Or, la promotion des fausses croyances idéologiques détourne l'attention du fait que ce que Trudeau négocie, c'est la place des oligopoles dans le Nouvel Ordre que Trump est censé amener. Elle obscurcit la façon dont les problèmes se posent du point de vue des travailleurs et de leurs délibérations pour trouver une voie vers l'avant, pour défendre leurs droits et les droits de tous.

Les travailleurs et les jeunes du Canada doivent eux-mêmes déterminer quelle direction ils veulent pour l'économie et délibérer des questions importantes de la guerre et de la paix. Les Canadiens doivent analyser les événements et les dangers inhérents à la situation actuelle dans la perspective d'avancer leur unité dans l'action à la défense des droits.

On entend de plus en plus Trudeau, comme Trump, dire que ça n'a pas d'importance ce que les Canadiens pensent parce que c'est à lui de décider. Il prétend avoir été élu pour prendre les décisions qu'il veut et que les Canadiens n'y peuvent rien faire. Il n'y a rien de plus faux et les Canadiens vont le démontrer durant l'année qui vient. Plus on prétend que Trudeau et Trump ont une approche « radicalement différente » et que l'un est « progressiste » tandis que l'autre est « populiste d'extrême droite et raciste », qu'ils sont pour ou contre la « diversité », la « sécurité nationale », l'« ouverture », les « emplois », le « protectionnisme » et autres, plus il devient clair que ni l'un ni l'autre n'est apte à gouverner.

Note

1. Voir « [Ce qu'ils ont dit au sujet du voyage du premier ministre à Washington](#) »



Intensifions la lutte pour sortir le Canada de l'OTAN et de toutes les alliances militaires agressives!

- Margaret Villamizar -

Les Canadiens se doivent d'être vigilants face à la tentative délibérée de faire dévier leur opposition à la guerre et à la présidence belliciste de Trump et leur lutte pour sortir le Canada de l'OTAN et démanteler l'OTAN et NORAD. Avec l'avènement de Trump à la présidence des États-Unis, on a d'abord dit que les gens devraient prendre la défense de l'OTAN parce que Trump allait « abandonner l'OTAN » qui selon lui est « désuète ». On dit maintenant que les représentants de l'administration Trump sont d'accord avec le Canada pour dire que renforcer l'OTAN est très important et que les Canadiens devraient se joindre à l'effort en élevant leurs dépenses militaires à 2% du PIB.



Ce thème a par la suite été utilisé pour dire qu'il appartient au gouvernement Trudeau de défendre « l'ordre international libéral » face à une présidence Trump. On suggère même qu'il appartient au Canada de défendre les « valeurs progressistes » et un « système fondé sur des règles internationales », qui comprendrait à la fois l'ONU et l'OTAN. En d'autres termes, l'OTAN est présentée comme une branche armée des Nations unies conforme aux principes de la Charte de l'ONU. En fait, cette interprétation est une attaque contre la Charte des Nations unies qui reconnaît le droit de toutes les nations à l'autodétermination et à la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et rejette l'utilisation et la menace du recours à la force entre les pays - exactement l'opposé de ce que représente et fait l'OTAN.

Le gouvernement canadien a fait sienne la demande de l'administration Trump que les membres de l'OTAN doivent « en faire plus » en augmentant sa participation à l'OTAN au nom de la défense d'un système « qui repose sur des règles » et même un « ordre international ». Le 10 février, quelques jours après que le ministre de la Défense Harjit Sajjan se soit rendu à Washington pour rencontrer le secrétaire américain à la Défense James Mattis, le gouvernement canadien a annoncé

un montant de 404 millions \$ pour « moderniser » les Véhicules blindés légers canadiens (VBL) pour qu'ils soient utilisés « au pays et à l'étranger ». Cela est fait au moment où l'OTAN et les États-Unis sont en train de déployer sur une base permanente des troupes en grand nombre en Europe de l'Est et où le gouvernement américain avertit les membres de l'OTAN qu'ils font mieux de contribuer plus de fonds et de troupes aux préparatifs militaires et aux guerres menés par les États-Unis.



Aujourd'hui, l'OTAN représente l'une des plus grandes menaces pour la paix et la capacité des pays et des peuples de régler les différends sur une base politique plutôt que militaire. L'OTAN est et a toujours été un instrument des impérialistes anglo-américains pour dicter aux autres pays ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire. Elle opère en dehors des règles et aux normes du droit international que les peuples du monde ont établies par leurs sacrifices durant la Deuxième Guerre mondiale.^[1] Ceux qui prétendent maintenant que le Canada devrait

devenir le défenseur de l'OTAN, comme si elle défend le principe des relations pacifiques entre les pays et au sein des pays, participent à une campagne qui vise à engager davantage le Canada dans l'agression et la guerre, y compris quand c'est fait au nom de l'opposition à l'ordre du jour de Trump.

Les Canadiens doivent maintenir leur ferme opposition au recours à la force dans les affaires internationales, que ce soit par le biais de l'OTAN, les « opérations de paix » des Nations unies ou les alliances ad hoc établies par les États-Unis, comme dans le cas de la guerre en Syrie et en Irak. C'est sur cette base que les Canadiens peuvent établir un gouvernement antiguerre qui contribue à la cause de la paix à l'échelle internationale.

Note

1. Après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples du monde se sont unis dans leur opposition au fascisme. Les peuples et leurs gouvernements qui se sont battus durant la grande guerre antifasciste ont donné naissance à la Charte des Nations unies et ont établi cette organisation sur la base de la Charte en 1945. Les Nations unies étaient à peine établies que les impérialistes anglo-américains ont cherché à rediviser le monde sur la base d'une fausse opposition entre la démocratie et les droits humains d'un côté et le communisme de l'autre, au moment où le communisme, l'Union soviétique en particulier, était à la tête de la lutte des peuples du monde pour la démocratie, contre l'impérialisme, le fascisme et le colonialisme.

L'OTAN a été créée en 1949 comme un instrument militaire et politique de cette division du monde par les impérialistes. Il s'agissait d'une alliance de pays principalement européens dirigée par les États-Unis et la Grande-Bretagne à l'époque, organisée sur une base anticomuniste avec pour but de criminaliser le droit des peuples du monde de tracer leur propre voie du point de vue économique, politique et militaire et de les empêcher de marcher vers l'indépendance et le socialisme. L'OTAN a été créée pour détruire l'unité antifasciste des peuples du monde et les gouvernements qui défendaient cette position et détruire l'ordre mondial issu des cendres de la Deuxième Guerre mondiale pour défendre la paix et prévenir l'agression.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, au lieu de se dissoudre, l'OTAN a cherché une nouvelle justification pour la guerre et l'agression. En avril 1999, l'OTAN a adopté un nouveau

concept stratégique pour s'ingérer dans les affaires de pays souverains en invoquant le besoin de répondre à la menace représentée par les « États en déroute » et la nécessité de défendre la « sécurité humaine » par la force lorsque les gouvernements des pays ciblés ne le font pas. Il s'agissait de devenir une force de réaction rapide dans le monde entier pour établir la domination unipolaire des États-Unis.

Peu de temps après, l'OTAN a lancé un assaut brutal contre la Yougoslavie au nom de la « protection des civils » sur la base de fausses allégations de génocide. L'OTAN a continué de s'adapter en tant qu'instrument d'imposition de l'hégémonie impérialiste américaine, notamment sur la base de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies qui violent la Charte de l'ONU. Ce fut le cas par exemple des guerres contre l'Afghanistan en 2001 et contre la Libye en 2011. L'OTAN continue de tenter de créer des prétextes pour la guerre contre la Syrie.



Les étudiants et les professeurs de l'Université Carleton développent le travail à la défense des droits

Pétition contre la promotion du recours aux pouvoirs de police pour réprimer la parole

Dans leur pétition lancée le 8 février 2017, des étudiants et des professeurs de l'Université Carleton demandent à l'université de cesser son soutien au Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures (Infrastructure Resilience Research Group - IRRG), un organisme qui a ses bureaux sur le campus et qui a tenu en novembre 2016 un colloque appelé « Les défis liés aux projets de développement des ressources naturelles et à l'activisme ». Ce colloque a rassemblé des policiers et agents du SCRS, des avocats et des juges, et des représentants de monopoles de la sécurité et de l'énergie qui ont assisté à des ateliers notamment sur « L'environnement des menaces », « Les dispositions juridiques pertinentes de la *Loi antiterroriste* », « Les perspectives et expériences des entreprises » et « L'échange d'information entre les secteurs privé et public ». Selon un article du *Globe and Mail*, Martin Rudner, un « expert en sécurité » et co-animateur du colloque, a déclaré que l'accent principal portait sur les « extrémistes intérieurs » et a donné l'exemple des manifestants des Premières Nations du Nouveau-Brunswick en 2013 et des « éléments plus militants des communautés autochtones et environnementales ».

La situation à Carleton reflète la tendance au recours aux pouvoirs de police



La réunion de Carleton au cours de laquelle a été lancée la pétition le 8 février 2017

Le premier orateur au lancement de la pétition a fait remarquer que le parrainage de la criminalisation de la dissidence par l'Université Carleton et l'utilisation de l'université pour coordonner les efforts des institutions gouvernementales et publiques, des entreprises privées et des entreprises de sécurité pour harmoniser leur méthodes, trouver des solutions aux problèmes et les appliquer reflètent la tendance du recours aux pouvoirs de police comme forme principale de gouvernance et de réponse à ceux qui luttent pour leurs droits. C'est également ce que montre clairement la multitude de décrets du nouveau gouvernement des États-Unis et sa promesse d'utiliser la police et la force militaire contre tout ce qu'il considère comme un problème. À Carleton, l'alignement des méthodes et pratiques des monopoles de sécurité et des monopoles de l'énergie et des agences de sécurité de l'État signifie également l'alignement et la coordination avec les forces de sécurité des États-Unis auxquelles ils sont étroitement liés -- par l'alliance des services des renseignements des « Cinq yeux » sous contrôle des États-Unis et par d'autres dispositifs de sécurité et dispositifs frontaliers qui placent la sécurité sous le contrôle des États-Unis et qui se sont multipliés sous le gouvernement Trudeau.

Le Plan stratégique intégré et le Plan stratégique de recherche 2013-2018, approuvés par le Bureau des gouverneurs de l'Université Carleton en juin 2013, identifient « La protection des infrastructures et la sécurité », « Le renseignement, de sécurité et de défense » et « La sécurité et la protection » comme des priorités. L'Université Carleton est déjà reconnue pour ses liens avec les agences de sécurité du Canada, a souligné l'orateur. Elle héberge notamment « le premier, et seul, Canadian Centre of Intelligence and Security Studies (CCISS) fondé peu après le 11 septembre 2001 ». Le fondateur du CCISS est Martin Rudner.

Loin d'être un lieu où les étudiants et les universitaires peuvent discuter des questions de sécurité, où une véritable enquête peut être faite sur comment la société peut garantir la sécurité, sur ce que signifie la sécurité et examiner des questions comme la sécurité pour qui, le IRRG est simplement un organe de coordination pour la police et des intérêts privés. Il mène une croisade contre les « extrémistes intérieurs », les « éléments plus militants des communautés autochtones et environnementales », l'« extrémisme islamique », contre toute personne qui provoque des « troubles civils » et autres qualificatifs de la répression politique qui criminalisent le peuple. C'est l'antithèse de la liberté académique, de la liberté de parole, des idées éclairées et de l'apport de solutions aux problèmes de la société d'aujourd'hui, a souligné le premier orateur. Tous les étudiants et les professeurs de l'université ont le droit de délibérer sur ces sujets et l'université, avec le IRRG, ne doit pas transformer le comportement, les discours et les opinions politiques en une affaire criminelle ou un problème de terrorisme.

Les étudiants affirment leurs droits

L'orateur a souligné que les questions qui concernent la sécurité, l'environnement et la direction de l'économie, ainsi que toutes les questions de guerre et de paix appartiennent à tout le monde. Cependant, on nous dit que les décisions sont prises par ceux qu'on appelle des représentants dûment élus ou des représentants mandatés et que, sur cette base, les décisions peuvent être prises sans délibération parmi les Canadiens, les peuples autochtones ou les collectifs. Quand les gens affirment leur droit de participer aux prises de décisions qui affectent leur vie, ils sont criminalisés, ils sont accusés d'être violents, d'être des « perturbateurs » et de causer des problèmes.

À Carleton, quand les étudiants et d'autres personnes ont manifesté contre le colloque de novembre 2016 du IRRG qui faisait la promotion de la violence d'État contre le peuple, la réponse de l'administration universitaire a été d'accuser les manifestants d'attaquer la liberté de parole. Le 12 janvier 2017, la présidente de l'Université Carleton, Roseann Runte, a envoyé une lettre ouverte à certains membres de la communauté de Carleton dans laquelle elle déclare que les manifestants ont empêché des « représentants dûment élus » et d'autres personnes d'exercer leur

mandat et d'exercer leur liberté d'expression. Elle écrit, entre autres, que « ces personnes bruyantes ne se rendent pas compte qu'en empêchant leurs représentants dûment élus d'exercer leur mandat, elles enfreignent elles-mêmes le principe fondamental d'une société civile » et soutient que « les universités doivent accueillir la société civile, accueillir la liberté d'expression et permettre aux autres de parler ».

Une lettre anonyme très suspecte a été transmise au Bureau des gouverneurs de Carleton le 2 février dans laquelle il est affirmé qu'à cause de manifestants des étudiants n'ont pas pu participer à « un événement instructif tant attendu, qui aurait été d'un grand intérêt pour un vaste éventail d'étudiants ayant une formation en affaires, science, droit, sciences sociales, affaires internationales, journalisme, MIPIS, domaines politiques, sécurité, affaires publiques, psychologie [sic] ». La lettre décrit comment les « étudiants » ont souffert de ne pouvoir assister à l'événement du IRRG qui selon son auteur s'adressait à « tous les responsables de la sécurité des infrastructures et des politiques de résilience, de l'élaboration et prestation des programmes et de la gestion des urgences ».



Tout cela masque le fait que la Loi C-51, les activités du IRRG et les pouvoirs de police ont comme objectif de criminaliser la parole, les manifestations, de faire du profilage et de cibler tous ceux qui luttent pour leurs droits comme les peuples autochtones, les musulmans et les environnementalistes, a souligné le premier orateur.

Dans sa lettre, la présidente de l'Université Carleton avance une théorie sur le sens du contrat social de Rousseau (écrit en 1762) et fait l'« observation » que « parfois nous voyons que nos représentants démocratiquement élus sont incapables de faire ce pour quoi ils ont été choisis par le vacarme de ceux qui exercent ce qu'ils considèrent comme leur droit à la liberté d'expression ».

Aujourd'hui les questions de sécurité, de guerre et de paix, de climat et d'environnement, de l'économie et du bien-être du peuple concernent tout le monde, et cela pas de manière abstraite, car vraiment tout le monde est concerné et veut son mot à dire sur ces questions. Soulever que des responsables sont « dûment élus » ou nommés pour administrer une institution, l'élimine pas le fait que tous les membres du corps politique ou d'une institution comme une université ont le droit de délibérer de ces questions. Les gouvernements et les institutions de la société doivent fournir des forums pour cela, mais à la place tout est criminalisé, des luttes ouvrières aux luttes des enseignants, aux luttes des peuples autochtones. Les étudiants ont déclaré qu'il est inacceptable de justifier de telles positions en s'appuyant sur l'interprétation d'une personne de ce que Rousseau a dit il y a 254 ans, et de proposer que les conditions d'aujourd'hui ressemblent, même de loin, aux conditions de l'époque de Rousseau.

Opposons-nous à la criminalisation

Un dirigeant étudiant autochtone a également pris la parole à la réunion. Il a dit que les étudiants défendaient la liberté de parole contre la persécution du gouvernement, et que cela ne signifiait pas se taire et ne pas s'opposer à ce qui est inacceptable. Le IRRG et ceux qui y participent attaquent la liberté de parole des peuples autochtones, a-t-il dit. Il a souligné que le discours de l'université sur

le renouvellement des relations avec les peuples autochtones et sa « reconnaissance » d'être sur un territoire Algonquin non cédé sont vides de sens, car elle appuie la criminalisation des Algonquins qui affirment leur souveraineté. Il a dit que l'administration de Carleton est inquiète face à l'opposition des étudiants au IRRG et d'avoir à rencontrer des représentants des étudiants sur la question à la fin de février.

Un professeur qui participait à la réunion a souligné que les étudiants ont fait une distinction importante sur les questions de la liberté académique et la liberté de parole. Il a dit que le problème avec le IRRG est l'appui institutionnel pour ce groupe, pas les croyances ou les actions des professeurs ou chargés de cours de Carleton. Il a annoncé que les professeurs vont proposer une motion à leur organisation, l'Association du personnel académique de l'Université Carleton pour demander à l'université de préciser qu'elle n'appuie pas la criminalisation des manifestants et des militants.

Le dernier intervenant, un membre des Étudiants contre l'apartheid israélien-Carleton, a donné un aperçu de l'histoire des attaques de l'Université Carleton contre la liberté de parole des étudiants qui organisent pour défendre les droits du peuple palestinien. Parmi les exemples, il a cité l'interdiction d'une affiche qui annonçait les événements de la Semaine contre l'apartheid israélien en 2009 et le refus obstiné du Bureau des gouverneurs de Carleton de permettre quelque discussion que ce soit sur les investissements du régime de retraite de Carleton dans les entreprises complices de l'occupation des territoires palestiniens. Il a appelé les étudiants à se mobiliser pour appuyer cette nouvelle initiative et fait des suggestions fondées sur le travail que les étudiants de Carleton ont fait pour défendre la Palestine pendant de nombreuses années.

À la réunion, beaucoup d'étudiants ont donné leurs opinions sur la question et fait des suggestions sur la pétition et pour faire en sorte que les revendications des étudiants soient couronnées de succès. La réunion s'est terminée en soulignant que la meilleure réponse à ce qui se passe à Carleton et plus largement au Canada est de se mobiliser pour mettre fin à l'appui de Carleton au IRRG et de s'attaquer à cette question cruciale qui concerne tout le monde.

La pétition souligne : « Le colloque est le premier cas connu au Canada d'organismes d'État, d'entreprises de sécurité privée ou de représentants du secteur pétrolier et gazier qui proposent l'utilisation des pouvoirs de la Loi C-51, loi largement condamnée, contre les manifestants et des militants. » Une autre conférence organisée par le IRRG en mai à Toronto réunira des dirigeants « de la communauté de la sécurité et du renseignement, de la communauté financière et des assurances, des propriétaires et des gestionnaires d'immeubles commerciaux, des chefs de la communauté policière, des dirigeants de la collectivité civile (municipale/régionale/nationale) ; [ONG] ; [et] des chefs d'entreprise » pour « élaborer de nouvelles stratégies pour lutter contre les extrémistes, les troubles civils violents et le terrorisme/contre- terrorisme ». Ralph Goodale, ministre de la sécurité publique, a été invité comme conférencier principal.





Manifestation des étudiants lors de la réunion du Bureau des gouverneurs de l'Université Carleton, la plus haute instance de décision de l'université, le 2 février 2017. Le Bureau des gouverneurs de Carleton est principalement composé de personnes nommées qui représentent les intérêts d'entreprises privées ou du gouvernement, dont Michael Wernick, greffier du Conseil privé. Les étudiants s'opposent à la décision du Bureau des gouverneurs d'augmenter les frais de scolarité au montant légal maximum pour les deux prochaines années, à la politique sur les violences sexuelles adoptée par l'Université contre la volonté des personnes qui prônent des changements sur la question, exigent que Carleton ferme le IRRG et dénoncent les déclarations de la présidente de Carleton, Roseann Runte, contre les manifestants et le droit à la liberté de parole.



Le soutien de l'Université Carleton au groupe faisant la promotion du recours à la C-51 contre les manifestants doit cesser

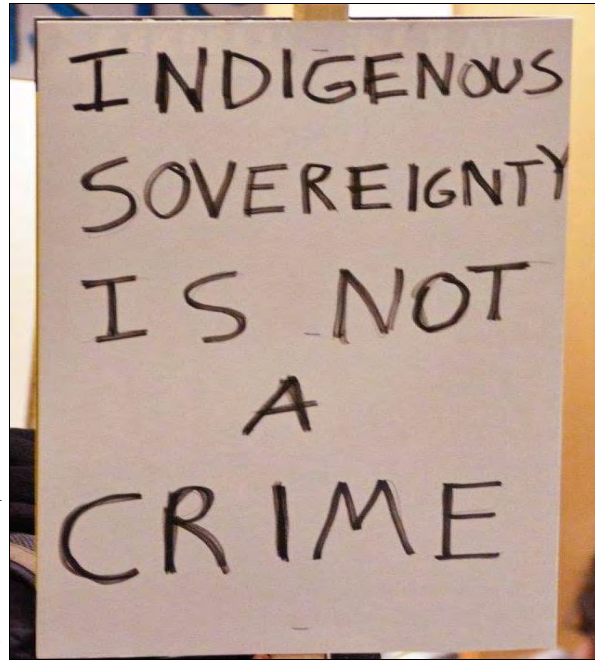


Lettre ouverte à la communauté et à l'administration au sujet du Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures (IRRG)

Pour consulter et signer la pétition en ligne, [cliquez ici](#).

Introduction

Les 14 et 15 novembre 2016, l'Université Carleton et son Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures (Infrastructure Resilience Research Group -- IRRG) a commandité un colloque sur « Les défis liés aux projets de développement des ressources naturelles et à l'activisme ». L'événement a réuni « des procureurs, des avocats, des responsables chargés de la réglementation, des représentants des organismes d'application de la loi, des représentants de l'industrie et des représentants d'associations d'industries » dans des ateliers sur « l'environnement des menaces, les dispositions juridiques pertinentes de la *Loi antiterroriste* [Bill C-51] et d'autres éléments pertinents du code criminel, l'expérience de poursuites dans les cas impliquant des actes de violence visant les infrastructures nationales essentielles, les dossiers d'arbitrage et les principales leçons retenues ».



Une cible principale du colloque était les peuples autochtones exerçant leur droit de décider des projets de développement de l'énergie et des ressources sur leur territoire (voir le contexte ci-dessous).

Le parrainage du IRRG et des événements comme le colloque sont contraires au respect autodéclaré de Carleton des étudiants autochtones et des peuples autochtones. Cela va également à l'encontre de l'université comme un lieu où les questions politiques peuvent être discutées et non pas criminalisées. L'Université Carleton doit présenter des excuses aux étudiants autochtones et mettre fin à tout soutien au Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures.

Les revendications

Pour s'assurer que notre campus n'est pas encore impliqué dans des activités inacceptables telles que celles du colloque du IRRG, nous, les soussignés étudiants, professeurs, personnel et membres de la communauté appelons l'Université Carleton à immédiatement :

1. Présenter des excuses pour le parrainage du « Colloque 2016 sur la sécurité et la résilience des infrastructures », pour la Conférence du doyen le 15 novembre et pour avoir permis que l'événement se déroule sur le territoire traditionnel non cédé de la nation algonquienne.
2. Divulguer les informations pertinentes sur le IRRG, notamment : a. les fonds que l'Université Carleton a accordés à ce groupe ; b. les fonds publics ou privés que l'Université Carleton a reçus pour appuyer ce groupe ; c. les partenariats d'entreprise ou étatiques de ce groupe.
3. Cesser tout financement du IRRG, et cesser d'accepter des fonds y compris d'entreprises pour soutenir les IRRG.
4. Annuler le bail du IRRG au 310 Minto Centre de Minto et offrir cet espace aux étudiants autochtones qui décideront de son usage alternatif approprié.

Contexte



Manifestation des étudiants de Carleton lors de la session de clôture du symposium de l'IRRG le 15 novembre 2016

Le colloque est le premier cas connu au Canada d'organismes d'État, d'entreprises de sécurité privée ou de représentants du secteur pétrolier et gazier qui proposent l'utilisation des pouvoirs de la Loi C-51, loi largement condamnée, contre les manifestants et des militants. Adoptée par le gouvernement conservateur en 2015, la Loi C-51, *Loi antiterroriste, 2015* a élargi le mandat du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) de collecte de renseignements à « perturbation » des « menaces » présumées « envers la sécurité du Canada » et élargi le partage de l'information, entre autres choses. Elle a été largement condamnée par les Canadiens et les peuples autochtones, qui ont souligné les dangers de l'utilisation de ces pouvoirs pour criminaliser la protestation et l'activisme politique et cibler les musulmans et d'autres groupes.

Les étudiants ont manifesté lors de la Conférence de clôture du doyen du colloque le 15 novembre. Ils ont souligné que dans le contexte de la violence brutale utilisée contre les peuples autochtones à Standing Rock, au Dakota du Nord, qui s'opposent au Dakota Access Pipeline (DAPL) et dans des cas similaires au Canada, il est inacceptable que l'université commandite ou permette la tenue de tels événements. Martin Rudner, un des organisateurs du colloque et un « professeur émérite de recherche » à Carleton a déclaré au *Globe and Mail* le 14 novembre que les peuples autochtones qui exercent leur souveraineté ou manifestent étaient une des préoccupations principales de l'événement.

L'Université Carleton a réagi en essayant de masquer son patronage de la criminalisation du militantisme. Après la manifestation, Carleton a supprimé toute référence de l'événement de son site Web ainsi qu'une grande partie du site du IRRG, incluant des détails sur des particuliers, des entreprises et des organismes affiliés au



programme, y compris Martin Rudner. Carleton a aussi temporairement supprimé le site Web du Canadian Centre of Intelligence and Security Studies (CCISS), un centre fondé par Rudner. Selon les étudiants présents à l'événement du 15 novembre, dont Rudner était le modérateur, celui-ci a faussement accusé les étudiants d'être violents et a fait la déclaration raciste que le IRRG s'efforçait de « protéger les autochtones contre eux-mêmes ».

L'Université Carleton se décrit elle-même comme un « centre réputé d'apprentissage et de recherche novatrice autochtones » qui a « été de plus en plus actif dans la promotion des initiatives autochtones au cours des dernières années ». En novembre 2011, Carleton a adopté une stratégie coordonnée destinée aux autochtones « pour souligner son engagement à faire participer les étudiants, les professeurs, le personnel et les communautés autochtones ». Carleton a annoncé qu'elle « se consacre à accueillir un plus grand nombre d'étudiants et professeurs autochtones sur le campus tout en augmentant les partenariats communautaires ». Depuis lors, Carleton a déclaré officiellement qu'elle « reconnaît que l'emplacement de son campus se trouve sur les territoires traditionnels non cédés de la nation algonquine » et de nombreuses initiatives importantes ont été lancées sur le campus notamment Ojigkwanong, un centre pour les étudiants autochtones qui comprend de nouveaux programmes menant à un diplôme.



Le Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures de l'Université Carleton

Le Groupe de recherche sur la résilience des infrastructures (IRRG) a été créé en 2013 par le directeur du département de conception technique et celui des affaires publiques de l'Université Carleton à Ottawa. Il définit son mandat comme étant « de conseiller et de faire la promotion d'initiatives d'accumulation des connaissances interdisciplinaires concernant les risques et vulnérabilités des infrastructures nationales critiques dans tous les types d'environnement dangereux, y compris l'évaluation des menaces, les préceptes administratifs et les solutions de gestion de risques ». La page du site Web du groupe pour le « cadre conceptuel » requiert un mot de passe. L'IRRG a été créé dans le cadre du Plan stratégique intégré et du Plan de recherche stratégique de l'Université Carleton pour 2013-2018, tels qu'approuvés par le conseil d'administration en juin 2013. Le Plan de recherche stratégique identifie comme priorité « la protection et la sécurité des infrastructures » et « le renseignement, la sécurité et la défense » tandis que le plan stratégique intégré décrit « la sécurité et la protection » comme un des aspects du «

thème unificateur » de l'université, soit « la prospérité durable pour les communautés et le monde ».

Carleton est déjà connue pour ses affiliations avec les milieux du renseignement au Canada. Par exemple, elle loge « le premier et le seul centre universitaire dédié à la recherche sur le renseignement et les études sur la sécurité nationale », le Canadian Centre of Intelligence and Security Studies (CCISS) créé quelque temps après les attentats du 11 septembre 2001. Selon le CCISS, « l'Université Carleton et la capitale nationale sont un emplacement idéal pour générer une synergie nationale et un corps de connaissance entre les chercheurs, les praticiens et les autres intervenants qui s'intéressent aux études sur le renseignement et la sécurité ». Le CCISS a été fondé par Martin Rudner à l'École des affaires internationales Norman Paterson à partir du Centre d'études sur la sécurité et la défense. Au moins deux des administrateurs principaux de l'IRRG (Martin Rudner et Angela Gendron, rédactrice en chef du journal du groupe) proviennent du CCISS.

L'IRRG a été créé à Carleton à cause précisément de ce rapprochement avec le gouvernement et les institutions d'État, allant de la police aux services de renseignement, au système judiciaire et aux firmes privées de sécurité, pour coordonner leurs méthodes et mettre leurs modèles en pratique.

L'activité principale de l'IRRG est la tenue de symposiums et de conférences sur des sujets d'intérêt pour le milieu du renseignement et les entreprises de l'énergie. Le groupe ne cache pas le fait que ses activités sont liées à ces besoins. Par exemple, à son symposium de novembre 2016 il dit qu'il a été conçu pour « aider les procureurs, les avocats, les régisseurs, les corps policiers, les représentants de l'industrie de l'exploitation des ressources naturelles qui doivent affronter des prestations ciblant des infrastructures critiques. Lors d'une conférence à Toronto en mai 2016 il a dit que son rôle est « de réunir les experts internationaux pour mettre au point de nouvelles stratégies pour combattre les extrémistes, le désordre civil violent et le terrorisme », ce qui comprend « les dirigeants de la communauté du renseignement et de la communauté des finances et de l'assurance ; les propriétaires et gestionnaires d'édifices commerciaux ; les chefs de la communauté des corps policiers ; les leaders civils, les agences non gouvernementales ; les chefs d'entreprises ».



Son symposium de 2016 à Ottawa a réuni « un ancien directeur adjoint du SCRS, des avocats, dont l'avocat général du ministère de la Justice, des directeurs d'entreprises et d'autres représentants du secteur de la sécurité privée et de firmes conseils sur les menaces et les risques, le directeur de l'Association gazière canadienne, le vice-président de l'Association canadienne des pipelines d'énergie, le directeur des services de sécurité de Irving Oil et l'ancien commissaire adjoint de la GRC ». Face aux protestations des étudiants, l'événement et les informations relatives aux participants ont été retirés du site Web de l'université.

Pour brouiller les pistes, l'IRRG dit aussi s'intéresser à des choses comme les prévisions météorologiques pour la protection des réseaux hydro-électriques et autres infrastructures ou la

prévention des bris de certaines infrastructures, mais la « protection » des pipelines et des grands projets de développement vise l'opposition politique et les « extrémistes ». En fait, les administrateurs de l'université ont invoqué cet aspect « économique » du programme pour démontrer que les étudiants n'avaient pas raison de s'inquiéter.

Martin Rudner

Il n'y a que deux professeurs de Carleton qui sont associés au IRRG, soit Martin Rudner, professeur émérite de l'Université Carleton, et Felix Kwamena, professeur auxiliaire dont l'emploi principal est à titre de directeur la Division de la protection des infrastructures énergétiques de Ressources naturelles Canada. Les autres personnes associées à l'IRRG, les informations au sujet desquelles ont été retirées du site Web de l'université, sont des représentants d'agences du renseignement et de firmes gouvernementales et privées du secteur de l'industrie et de la sécurité. Rudner et Kwamena ont présidé le symposium de novembre 2016. Rudner a dit que les étudiants qui protestaient à l'extérieur de la salle étaient « violents » et a rejeté du revers de la main les critiques au sujet de la criminalisation des protestations des peuples autochtones. Selon les étudiants présents, il aurait dit que l'IRRG cherche plutôt à protéger les autochtones contre eux-mêmes.

Martin Rudner est un « expert en matière de sécurité » et est fréquemment cité dans la presse monopolisée. Il prétend habituellement que les projets de développement du secteur de l'énergie et des ressources sont menacés par de supposés terroristes islamistes. Dans un article du *Globe and Mail* du 14 novembre, il affirme que « certaines preuves permettent de croire que des gouvernements étrangers, dont l'Iran, ont soutenu des groupes opposés aux projets de l'industrie canadienne des ressources ». En octobre 2014 il a dit au *Vancouver Observer* qu'« il est évident pour moi que l'État islamique veut faire du tort à l'économie pétrolière des pays occidentaux comme partie de sa stratégie du djihad économique... » En juillet 2012, il a dit au *Toronto Sun* que Al-Qaïda a identifié la production pétrolière du Canada comme cible d'attaque possible. « La protection véritable n'est pas une défense passive, comme le déploiement de gardes armés dans les raffineries, mais plutôt une utilisation proactive du renseignement et des corps policiers. Il faut identifier les personnes qui représentent une menace », a-t-il dit.

Rudner était aussi le seul « témoin en expertise » du gouvernement contre Mohamed Harkat lors des contestations des certificats de sécurité, ce régime de procès secrets et de détention de non-citoyens, devant les tribunaux en 2010. Prétendu expert en terrorisme formé dans une université israélienne comme spécialiste de l'Indonésie et de la Malaisie, il a été témoin contre des personnes accusées par le gouvernement de l'Arabie saoudite d'avoir soutenu Mohamed Harkat dans des activités toujours non prouvées. Un autre témoin, le professeur Brian Williams, qui a enseigné l'histoire de l'Islam à l'Université du Massachussets, a qualifié le témoignage de Rudner de « bizarre », « stupéfiant » et « inconcevable ». Le juge de la procédure du certificat de sécurité qui a maintenu la constitutionnalité du régime en 2010 était Simon Noël, lui aussi panéliste au symposium du 15 novembre de l'IRRG qui a fait l'objet de protestations des étudiants.

En tant que prétendu spécialiste de l'Indonésie, Martin Rudner a exprimé dans les médias canadiens son appui à la dictature militaire anticomuniste de Suharto qui a exercé le pouvoir dans ce pays de 1968 à 1998 suite à un coup d'État soutenu par les États-Unis. À la radio de CBC en 1996, lors du passage en Indonésie de l'« équipe Canada » de Jean Chrétien, il a été invité à commenter les massacres commis au Timor oriental et celui de millions de personnes tuées par les forces armées et les escadrons de la mort anticomunistes soutenus par la CIA en 1965-66. Il a justifié le premier en disant qu'au Timor oriental (avec une population d'un million de personnes) il y avait « un parti marxiste » au pouvoir « qui menaçait implicitement son voisin l'Indonésie » (avec une population de 250 millions de personnes). Puis le massacre en Indonésie était selon lui le produit du fait qu'il se produisait un « soulèvement rural » et « une tentative de coup d'État communiste » mais que la

minorité chinoise qui en était prétendument la cible est aujourd'hui « prospère financièrement, socialement et au niveau de la famille ».

D'autres affiliés de l'IRRG

Parmi les affiliés de l'IRRG, selon les pages qui ont maintenant été retranchées du site web de l'Université Carleton en novembre 2016, on retrouve :

- **Paul Adams**, président de Newfoundland Transshipment Ltd, une entreprise de navires transporteurs de pétrole.
- **Jean-Philippe Caron**, directeur exécutif des opérations de sécurité (SECOPS) au Bureau du Conseil privé et agent de sécurité du ministère.
- **Tiago de Jesus**, associé de l'IRRG et membre du bureau du doyen de la faculté d'engineering et de design à Carleton. De Jesus est également expert civil de la Force de déploiement rapide de l'OTAN et un ancien spécialiste du Programme de sécurité nationale de la GRC.
- **Connie Delisle**, membre de la Division des opérations de sécurité du Bureau du Conseil privé.
- **Rick Garber**, Chef de groupe de l'intégration de la sécurité et de l'engagement à l'Office national de l'énergie.
- **Gaétan Houle**, partenaire associé aux services-conseil chez Ernst & Young LLP, une des quatre plus grandes firmes néolibérales d'experts-conseil avec un revenu annuel de 30 milliards \$.
- **Ross Johnson**, cadre supérieur au Security and Contingency Planning, Capital Power Corporation.
- **Alan Jones**, ancien directeur adjoint au SCRS.
- **Raynald Lampron**, directeur des opérations au Commissariat à l'intégrité du secteur public.
- **Michael Martin**, président de Valley Associates Group, un des plus grands entrepreneurs privés canadiens en matière de défense et de sécurité.
- **Tim O'Neil**, associé de la firme privée Oldcastle Security Consulting Inc. et ancien agent du SCRS.
- **John Patterson**, agent en fonction du SCRS et représentant en chef du SCRS à la « séance semi-annuelle d'information classifiée sur les parties prenantes du secteur de l'énergie ».
- **Doug Powell**, directeur de Smart Metering Security, Privacy and Safety pour BC Hydro.
- **Paul Rietdyk**, vice président des opérations d'ingénierie, de construction, de storage et de transmission chez Union Gas Ltd.
- **Sharon Savoie**, chef de Savoie Security Associates, qui donne des cours privés de formation pour l'IRRG.

Conférence à venir : « Conférence, ateliers et expositions 2017 sur la sécurité et la résilience urbaines »

Cette conférence qui se tiendra sous les auspices de l'IRRG à Toronto du 16 au 19 mai démontre clairement que cet aspect du travail de l'IRRG, soit la résolution des problèmes techniques ou la prévention des défaillances des différents systèmes d'infrastructure, est secondaire ou une façon de masquer son rôle principal qui consiste à coordonner les forces de sécurité et les intérêts privés. La note « Conférence, ateliers et expositions 2017 sur la sécurité et la résilience urbaine : Nouvelles réalités - Nouvelles stratégie » mentionne qu'« une nouvelle administration aux États-Unis et l'attaque mortelle contre la mosquée de Québec au Canada ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité à un environnement de sécurité urbaine déjà en changeant ».

L'IRRG décrit ainsi cet événement : « Une conférence internationale de grande envergure, la première du genre, qui va réunir des experts de premier plan de partout dans le monde pour développer des stratégies pour lutter contre les extrémistes, les désordres civils violents et le terrorisme/contre-terrorisme. » On s'attend à la présence de 1200 représentants des communautés

de la sécurité, du renseignement, de l'application de la loi, de praticiens de la sécurité publique et privée, de hauts fonctionnaires, de dirigeants d'affaires et communautaires, d'agences non gouvernementales et de personnalités académiques. »

L'IRRG publie la liste suivante sous le titre « Qui devrait participer » :

- Des dirigeants de la communauté de la sécurité et du renseignement
- La communauté financière et des assurances
- Des propriétaires et des gérants d'immeubles commerciaux.
- Des dirigeants de la communauté de l'application de la loi - Des leaders de la société civile (locaux/régionaux/nationaux)
- Des agences non gouvernementales - Des dirigeants d'affaires.

Les frais d'inscription sont de 795 \$ (pour ceux qui s'inscrivent tôt), 895 \$ (tarif régulier), 1095 \$ (inscriptions tardives) et 1195 \$ (inscriptions de dernière minute).

Selon le programme de la conférence, l'orateur principal sera le ministre canadien de la Sécurité publique, Ralph Goodale. Les orateurs comprennent :

- **Richard Fadden**, ancien directeur du Service canadien du renseignement de sécurité et ancien conseiller à la Sécurité nationale du premier ministre du Canada ;
- **Alan Jones**, directeur adjoint du Service canadien du renseignement de sécurité ;
- **Paul Goldenberg**, président-directeur général de Cardinal Strategies, membre du Conseil de la Sécurité intérieure des États-Unis ;
- **Anna Carlstedt**, coordonnatrice nationale du Bureau du gouvernement suédois pour la sauvegarde de la démocratie contre l'extrémisme ;
- **Anne Speckhard**, professeure associée adjointe de psychiatrie à l'École de médecine de l'Université Georgetown, et directrice du Centre international pour l'étude de l'extrémisme violent ;
- **Giuliano Zaccardelli**, commissaire (retraité) de la Gendarmerie royale du Canada ;
- **Judge Leonie Brinkema**, Tribunal de district, district-est de Virginie ;
- **Malcolm Chivers**, directeur à la sécurité pour l'Association des banquiers canadiens ;
- **Michael Masters**, directeur pour le comté de Cook du Bureau de la Sécurité intérieure des États-Unis ;
- **Rafik Goubran**, président en exercice, Recherche et Affaires internationales, Université Carleton ;
- **Juge en chef Richard Bell**, Cour d'appel de la cour martiale du Canada ;
- **Roger Brown**, commissaire adjoint (retraité) de la Gendarmerie royale du Canada ;
- **Tim Egan**, président-directeur général de l'Association canadienne du gaz.

Pour lire le programme tel qu'il était le 3 février, [*cliquer ici*](#).

Parrainage privé

En lien avec la Conférence, l'IRRG de Carleton envoie des trousseaux de parrainage aux organisations concernées par l'événement. Selon un document du site web de l'IRRG appelé « Niveaux de parrainage », une contribution de 100 000 \$ va donner droit à la compagnie d'avoir son nom et son logo bien en évidence à la conférence, de distribuer son matériel promotionnel, d'avoir un kiosque dans la partie exposition de l'événement, d'avoir un temps de parole garanti de 15 minutes, en plus d'autres avantages. Il existe des trousseaux semblables pour des contributions de 80 000 \$, de 60 000 \$, jusqu'à 8000 \$ et même 1500 \$ qui donnent droit respectivement au mention de votre présence à un souper et à un déjeuner.

Les étudiants et les professeurs de l'Université Carleton veulent des informations au sujet de ce financement privé. Tout indique qu'un organisme universitaire sollicite des fonds du privé et

peut-être même de l'État en échange d'une promotion garantie. Ni l'Université Carleton ni l'IRRG ne disent quelle relation financière existe entre elles, si Carleton finance l'IRRG ou si l'IRRG sollicite des fonds privés au nom de Carleton.

Pour lire sur les trousse de parrainage privé de Carleton IRRG, [cliquer ici](#).



De quoi est faite l'infrastructure essentielle?

- **Sam Heaton** -

Selon l'énoncé de mission du Groupe de recherche en résilience des infrastructures (IRRG) de l'Université Carleton, le gouvernement dans ses politiques définit 10 secteurs appartenant à l'infrastructure essentielle : l'énergie et les services d'utilité publique, la finance, la nourriture, la santé, la technologie de l'information et des communications, le secteur manufacturier, la sécurité publique, le transport, l'eau et le gouvernement. « Ces infrastructures sont de plus en plus interconnectées et interdépendantes, ce qui les rend plus vulnérables aux perturbations ou à la destruction à caractère naturel ou de main humaine », lit-on dans l'énoncé de mission.

Cette définition est en tout point semblable aux mesures et aux approches intégrées en ce qui concerne « l'infrastructure essentielle » qui ont été mises de l'avant par les États-Unis. Depuis le 11 septembre 2001, le Canada a adopté dix lois différentes traitant d'infractions liées au terrorisme dont la loi C-51 qui elle-même comprend cinq lois. Ces lois ont harmonisé les concepts et les approches en ce qui a trait à l'« infrastructure essentielle » avec ceux des États-Unis. Les pays appelés « cinq yeux » qui partagent le renseignement avec les États-Unis et entre eux ont fait la même chose (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande).

On peut voir comment tout cela fonctionne de manière concrète au message que l'ambassade des États-Unis à Ottawa a envoyé à Washington en 2005 et qui a été publié par Wikileaks. On y lit que l'Ambassador Bridge et le Tunnel de Détroit reliant Windsor à Détroit sont « vraisemblablement les deux édifices d'infrastructure les plus importants le long de toute la frontière », et qu'environ 25 % de tout le commerce de marchandises entre le Canada et les États-Unis passe par eux. Leur désignation d'« infrastructure essentielle » fait de toute obstruction, qu'elle vienne du côté canadien, des peuples autochtones ou de n'importe qui d'autre, une menace à la sécurité nationale des États-Unis.

Le département de la Sécurité intérieure définit l'infrastructure essentielle comme « ce qui fournit les services essentiels permettant à la société américaine de fonctionner et sert d'épine dorsale à l'économie, la sécurité et la santé de notre pays. Elle est le pouvoir électrique que nous utilisons dans nos maisons, l'eau que nous buvons, le transport qui nous permet de nous déplacer, les magasins où nous achetons les choses et les systèmes de communications dont nous dépendons pour rester en contact avec les amis et la famille. »

Cette définition est intéressée et ne résiste pas à l'examen. Ceux qui résistent héroïquement à Standing Rock au Dakota du Nord le font non seulement pour défendre leurs droits issus de traités et leur souveraineté mais aussi parce que ce développement menace les ressources d'eau potable qu'ils utilisent et que les générations futures vont utiliser. La route que devait suivre le pipeline Dakota Access avait déjà été détournée parce que la communauté dans laquelle il devait passer s'est objectée aux dangers à leur approvisionnement en eau, mais les peuples autochtones sont considérés comme des victimes acceptables. Les manifestations à Muskrat Falls au Labrador ont

fait valoir les mêmes préoccupations.



Au Canada, 130 avis sur la qualité de l'eau potable ont été émis concernant environ 90 Premières Nations. En juillet 2015, ce nombre est passé à 133 avis concernant 93 Premières Nations. Pendant la campagne électorale de 2015, Justin Trudeau a dit qu'il s'engageait à régler tous ces avis avant la prochaine élection, mais un an plus tard, rien n'a été fait. Il y a de nombreux exemples d'infrastructures qui sont vitales à la santé et au bien-être du peuple et à l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels qui ne sont pas fournies ou ne font pas l'objet de protection de la part de l'État et des puissants intérêts privés. En ce qui a trait à la sécurité, les métallos canadiens, lorsqu'ils manifestaient contre le projet de loi C-51 lançaient le slogan « Et la sécurité de ma pensions, alors ? » .

Cela fait plus de 40 ans que la nation Asubpeeschoseewagong, également connue comme la Première Nation Grassy Narrows, au nord de Kenora en Ontario, souffre d'un approvisionnement en eau contaminé suite au déversement de milliers de kilogrammes de mercure dans la rivière par la compagnie qui opérait un moulin à papier près de Dryden en Ontario. Des centaines de résidents ont été victimes d'empoisonnement au mercure dont des enfants qui vont en subir des séquelles toute leur vie. Les moyens de subsistance de la population, liés étroitement à la pêche, la chasse et le tourisme dans la région, ont été dévastés. Une étude faite en 2005 a démontré que 79 % des 175 personnes qui ont passé des tests dans la région entre 2002 et 2004 étaient empoisonnées ou pouvaient être empoisonnées au méthylmercure. La majorité d'entre elles n'ont reçu aucune compensation et aucune décontamination n'a été faite jusqu'à maintenant.

Dans les années 1980, des scientifiques ont estimé que le coût d'une décontamination qui se ferait par le dragage de la rivière serait d'environ 200 millions \$ mais rien n'a été fait. Le chef de la Première Nation de Grassy Narrows Simon Fobister a appelé le gouvernement de Justin Trudeau le 17 janvier dernier à « s'engager de façon claire par écrit à décontaminer notre rivière jusqu'à ce que nos poissons puissent être consommés en toute sécurité ». La réponse du gouvernement a été de nier toute responsabilité sous prétexte que le moulin à papier qui est la source de l'empoisonnement n'est pas situé sur une terre fédérale. Trudeau a donné une réponse à une question lors d'une « réunion communautaire » à Fredericton au Nouveau-Brunswick en janvier dernier que plusieurs ont considérée comme étant complètement détachée et insouciance : « Nous travaillons avec le gouvernement provincial à résoudre cette question. Mon gouvernement s'est engagé à mettre fin aux avis de faire bouillir l'eau dans tout le pays », a-t-il dit.

Fobister a répliqué que « je suis très choqué que deux niveaux de gouvernement ne vont pas plus loin en disant, suite à l'étude, qu'ils s'engagent à effectuer la décontamination peu importe le coût. [...] Je sais que les deux niveaux de gouvernement donnent beaucoup d'appui à d'autres grands projets industriels comme la construction de pipelines », a-t-il dit. « Leur crédibilité cependant en souffre en ce moment parce qu'ils n'ont toujours pas réglé cette contamination qui a elle-même été causée par une activité industrielle. »

Les « infrastructures essentielles » qui font l'objet de « protection » sont d'ailleurs d'immenses projets de développement des ressources comme le Barrage Site C de 9 milliards \$ et le projet de gaz naturel liquéfié Pacific North West en Colombie-Britannique et le pipeline Dakota Access de 3,7 milliards \$ aux États-Unis. Leur caractère commun c'est qu'ils ne sont pas vitaux au bien-être du peuple, aux besoins du pays en énergie ou même à la santé de l'économie dans son ensemble. Ils font l'objet d'un investissement massif de l'État et privé lequel requiert le recours aux pouvoirs de police afin de garantir le succès du projet et le profit qui sera réalisé par le transport des produits et leur vente à l'étranger ; les pouvoirs de police servent aussi à venir à bout de l'opposition.



Ce sont les pouvoirs de police qui fournissent la définition

L'expression « infrastructure essentielle » n'est pas définie dans les lois canadiennes. C'est le pouvoir exécutif par le biais des réglementations ou des documents ministériels, surtout ceux de Sécurité publique Canada, qui fournissent la définition.

L'expression « infrastructure essentielle » était plutôt marginale et peu discutée avant les attentats du 11 septembre. Un rapport d'une conférence tenue en novembre 2000 et intitulée « Directions futures de la protection de l'infrastructure essentielle au Canada », que l'on retrouve dans le numéro du printemps 2001 du *Journal of Conflict Studies* mentionne que le Canada devrait se doter d'une stratégie nationale de « protection de l'infrastructure essentielle ». En février 2001, le gouvernement Chrétien a créé le Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile, qui comprenait Protection civile Canada, un groupe de travail sur la protection de l'infrastructure essentielle et le Centre de coordination de la protection de l'information gouvernementale.



À ce moment-là, le gouvernement et d'autres joueurs du secteur travaillaient encore à élaborer comment la question de l'infrastructure essentielle devrait être abordée. Margaret Purdy, secrétaire adjointe du Cabinet pour la sécurité et le renseignement au Bureau du Conseil privé de la fin des années 1990 à 2001, et sous-ministre déléguée au ministère de la Défense nationale de 2001 à 2003, a dirigé le travail menant à l'établissement du Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile. En novembre 2000, Purdy a posé les questions suivantes lors de la conférence sur les « directions futures » :

Comment allons-nous mobiliser le secteur privé dans la protection de l'infrastructure essentielle ?

Est-ce que les vérificateurs et l'industrie de l'assurance peuvent jouer un rôle dans la mobilisation des joueurs clés ? Comment pouvons-nous amener le gouvernement et les entreprises à penser en «

temps Internet » afin qu'ils répondent rapidement aux menaces qui changent rapidement et à cet environnement de vulnérabilité ? Comment allons-nous approcher le défi de faire la collecte du renseignement sur les individus et les groupes qui pourraient s'attaquer à l'infrastructure essentielle du Canada ? Comment devrions-nous caractériser la protection de l'infrastructure essentielle, comme un problème de sécurité et de renseignement, un problème technologique et économique, ou une question de protection civile ? Serons-nous capables de réaliser le niveau nécessaire de coopération horizontale pour affronter les défis de la protection de l'infrastructure essentielle ? »

À ce moment-là, la question de comment caractériser les actions de protestation est elle aussi venue sur le tapis. Tim Smith, un agent du SCRS, avait dit à la conférence que les « trois menaces importantes » à l'infrastructure essentielle étaient l'« espionnage/sabotage, le terrorisme » et ce qu'il a appelé l'« hacktivisme ». Ce dernier, avait-il dit, était constitué surtout de la « cyber-menace, qui s'était exprimée par exemple lors des récentes manifestations contre la 'mondialisation' qui fonctionnaient partiellement au moyen du partage de l'information sur l'Internet entre les groupes d'activistes. »

En 1998 a été créé le « Centre de protection de l'infrastructure nationale » (NIPC) des États-Unis. À cette époque, une ex-agente du SCRS du nom de Katie Tolan était la représentante du Canada au NIPC et c'est à ce niveau que la coopération s'est faite.

Après le 11 septembre 2001, l'expression « infrastructure essentielle » a été intégrée à la politique de sécurité nationale du gouvernement des États-Unis et ses concepts et pratiques ont alors été importés par le Canada. Le *USA Patriot Act*, qui est devenu loi le 26 octobre 2001, comprenait la *Loi de 2001 de la protection des infrastructures essentielles*. Le *Homeland Security Act* de 2002 a établi le Department of Homeland Security (département de la Sécurité intérieure) qui voit à la protection de l'infrastructure essentielle. Ce département est le résultat de la fusion de 187 agences et départements fédéraux, dont la Garde nationale, l'Agence fédérale des situations d'urgence, Protection des douanes et des frontières, Citoyenneté et Immigration, les Services secrets et 14 agences américaines du renseignement.

La création du département de la Sécurité intérieure a créé le modèle pour l'établissement au Canada du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (aujourd'hui Sécurité publique Canada) en 2003 sous le gouvernement libéral de Paul Martin. Le ministère regroupait l'Agence des services frontaliers du Canada, la GRC, le SCRS, Service correctionnel Canada, la Commission des libérations conditionnelles du Canada et différents organismes d'examen.

On trouve l'expression « infrastructure essentielle » dans seulement trois lois canadiennes :

- la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* (2015), qui fait partie de la loi C-51 et identifie l'acte d'« entraver le fonctionnement d'infrastructures essentielles » comme une « activité portant atteinte à la sécurité du Canada » et permet au SCRS d'entrer en action ;

- la *Loi sur la gestion des urgences* (2007) , qui dit qu'« il incombe à chaque ministre responsable d'une institution fédérale devant le Parlement de déterminer les risques qui sont propres à son secteur de responsabilité ou qui y sont liés, notamment les risques concernant les infrastructures essentielles ; il est aussi chargé de mener les activités ci-après conformément aux principes, programmes et autres mesures établis par le ministre » ;

- la *Loi sur les systèmes de télédétection spatiale* (2005) qui dit que les satellites de télédétection doivent fournir tout service par le biais de leur système au gouvernement canadien lorsque le ministre de la Sécurité publique « a des motifs raisonnables de croire que ce service est souhaitable pour la protection de l'infrastructure essentielle ou à la protection civile ».



Opposition à la réunion de la Conférence des armées des Amériques à Toronto

Les forces armées des Amériques coordonnent leurs «opérations domestiques»



Intervention le 9 février 2017 à la réunion de Toronto de la Conférence des armées des Amériques

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne la tenue de la Conférence spécialisée de la Conférence des armées des Amériques (CAA) à Toronto du 6 au 10 février. Selon le ministère de la Défense nationale, le thème de la réunion était « l'instruction dans un contexte interorganismes » et l'accent était mis sur « les possibilités d'instruction en vue d'opérations nationales et sur « l'échange des leçons retenues et des pratiques exemplaires ». On lit dans un communiqué de presse de l'armée que la réunion s'est notamment penchée sur l'expérience du Sommet du G20 en 2010 à Toronto.

Fondée en 1960, un an après la triomphe de la Révolution cubaine, la CAA a servi d'organisme de coopération de la répression génocidaire par l'impérialisme américain des travailleurs, des paysans et des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes au nom de l'« endiguement du communisme » pendant la guerre froide. Sa politique, qui a été établie à sa réunion de 1973 quelques jours avant le coup d'État du 11 septembre au Chili, est que ce sont les forces armées des pays membres qui portent l'ultime responsabilité de la défaite du communisme et de la subversion.

L'accent placé cette année sur les « opérations domestiques » est une entreprise criminelle visant à défendre l'hégémonie de l'impérialisme américain en Amérique du Nord, en Amérique centrale et latine et dans les Caraïbes, à coordonner le recours à la force contre les mouvements de résistance des peuples des Amériques et d'intensifier le recours à la politique d'attaques, d'assassinat et de subversion de l'État contre les défenseurs de la terre et les peuples autochtones qui défendent leur souveraineté. Cela est fait dans le contexte de la répression brutale du peuple du Honduras par les forces armées, du recours accru à la force contre les défenseurs de Standing Rock qui protestent contre le pipeline Dakota Access dans le Dakota du Nord, des menaces du ministre canadien des ressources naturelles d'utiliser la force militaire contre ceux qui s'opposent aux projets de pipelines et du recours à la force contre la résistance qui se mène contre les coups néolibéraux au Brésil et en Argentine. Cette réunion est un rappel brutal de la nécessité que les peuples des Amériques, qui ont fait de grands pas dans l'affirmation de leurs droits et de leur souveraineté, fassent en sorte que les forces armées de leur pays ne soient plus jamais placées sous le commandement des États-Unis. Cette réunion se tient en violation de la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme

une Zone de paix, laquelle a été adoptée au deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC) qui s'est tenu à La Havane à Cuba en 2014. Cela ne doit pas passer !

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) félicite ceux qui se sont opposés à la réunion de Toronto de la CAA. Le 9 février, des manifestants ont interrompu la réunion de la CAA et dénoncé le fait qu'un grand nombre des forces armées de ces pays, dont celles du Canada, sont engagées dans la répression des peuples autochtones et des autres collectifs des peuples qui se battent pour leurs droits.



Jayden Lavallée, un organisateur métis qui était de la manifestation du 9 février à l'hôtel Sheraton où se tenait la réunion, a dit à Media Co-Op que « l'État et les forces armées qui le soutiennent ont recours à la force brutale contre les peuples autochtones qui assument leurs responsabilités de protéger l'eau, comme on l'a vu dans les actions de la Garde nationale contre les campements de Standing Rock. Cette conférence sur les « opérations domestiques » vise à mobiliser les armées des États coloniaux pour mieux défendre les industries contre les peuples autochtones et leurs alliés. »

D'autres intervenants ont fait remarquer que parmi les participants à la réunion on comptait le colonel hondurien Gabriel Rixci Cárcamo Bonilla, responsable du troisième bataillon d'infanterie hondurien dans la ville de Naco au nord du pays pendant les années 2013 et 2014. Durant cette période, la Police militaire de l'ordre public du Honduras (PMOP) et les Troupes de renseignement et Groupes de Réponse Spéciale de Sécurité (TIGRES), qui sont toutes deux utilisées pour réprimer les mouvements politiques au Honduras, ont été entraînées à la base que Bonilla commandait. Karen Spring, coordonnatrice du Réseau de solidarité avec le Honduras, a critiqué le gouvernement canadien pour son « appui au régime hondurien en dépit de la documentation et des rapports approfondis qui font état de niveaux extrêmement élevés de violations des droits humains, d'impunité et de corruption ».

Dans le contexte de l'anarchie et de la violence que l'impérialisme américain a déchaînée, qui est portée à un niveau encore plus élevé par l'administration Trump, et des contre-attaques des forces de l'impérialisme contre les mouvements politiques des peuples dans les Amériques et les Caraïbes, les Canadiens ne sont pas d'accord avec la tenue de telles réunions. Ils ne sont pas d'accord non plus à ce qu'on donne une nouvelle vie aux instruments de la guerre froide contre le communisme

et la libération nationale en tant que mécanismes pour coordonner les attaques contre la résistance des peuples aujourd'hui. Plus que jamais, les Canadiens doivent prendre en main eux-mêmes la question de la guerre et de la paix et prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que le Canada soit un facteur de paix et que ce genre d'activités ne soient pas permises.

***Condamnons la Conférence des armées des Amériques !
Travaillons-tous à établir un gouvernement antiguerre
afin de faire du Canada une zone de paix !***

(Photos : M. Toledano, F. Chowdhury)



Une entreprise inacceptable

- Charlie Vita -

La Conférence des armées des Amériques (CAA) a été fondée en 1960. Cette année-là, le major Theodore F. Bogart, chef du United States Southern Command (Commandement des États-Unis dans le Sud) invitait les chefs militaires des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes à une réunion à une base américaine dans la zone du canal de Panama. La rencontre a établi la CAA en tant qu'instrument anticomuniste de l'impérialisme américain sous le nom d'Organisation internationale des commandants des armées de terre de l'hémisphère occidental. Sa première réunion s'est tenue sous le thème : « La sécurité de l'Amérique du Sud », ciblant l'« ennemi commun », soit le communisme et les mouvements de libération nationale et des travailleurs des peuples des Amériques. Son objectif déclaré était de « renforcer la coopération et l'intégration entre les armées et contribuer du point de vue des penseurs militaires à la sécurité et au développement démocratique des pays membres ». De 1960 à 1963, des réunions ont eu lieu au Fort Amador américain au Panama et à partir de 1964 elles ont été tenues à l'Académie militaire américaine de West Point.

La CAA, avec l'École des Amériques, était un corps principal de coordination pour les guerres sales brutales appuyées par les États-Unis et pour le terrorisme d'État contre les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes connus sous le nom de Opération Condor. Lors de sa deuxième rencontre, en 1961, la CAA a mis sur pied un comité permanent dans la zone du canal de Panama pour le partage d'information et du renseignement. Un réseau d'attachés militaires appelé Agremil fut établi pour partager l'information commune au sujet des « subversifs » entre les agences du renseignement, les militaires et les escadrons de la mort. Durant la rencontre de la CAA à Caracas au Venezuela le 3 septembre 1973, huit jours avant le coup d'État au Chili, le chef de l'armée brésilienne, le général Breno Borges Fortes, a proposé que la lutte contre le communisme soit dirigée par les forces armées de chaque pays et dit que « les seules méthodes efficaces sont le partage d'expériences et d'informations de même que l'assistance technique sur demande ». La CAA a décidé de « renforcer le partage d'information afin de contrer le terrorisme et de contrôler les éléments subversifs dans chaque pays ».

Lors de sa réunion du 19 au 26 octobre 1975 à Montevideo en Uruguay, la CAA a mis sur pied une « réunion de travail sur les services nationaux de renseignement » préparée par la figure de proue



Musée à la mémoire des victimes des sales guerres des États-Unis au Chili

de la lutte au communisme du dictateur chilien Augusto Pinochet, le colonel Manuel Contreras. Cette rencontre, qui a eu lieu du 25 novembre au 1er décembre 1975 à Santiago, a créé une base de données continentale « similaire à la base de données Interpol à Paris, mais spécialisée dans la subversion ». Les rencontres de l'opération Condor se sont alors poursuivies parallèlement à celles de la CAA, et plusieurs personnes participaient aux deux rencontres.

Les réunions de la CAA ont continué de se tenir sous la direction des États-Unis tandis que la résistance et les guerres de libération nationale se développaient contre les massacres brutaux et les autres crimes commis en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 1977, la CAA s'est réunie à Managua au Nicaragua (une année avant le renversement du régime Somoza par le Front sandiniste de libération nationale) et en 1979 à Bogota en Colombie. La victoire du peuple au Nicaragua a poussé les membres de la CAA à standardiser et aligner les méthodes afin d'accélérer la lutte contre la « subversion » tandis que les guerres sales et la répression contre les

peuples d'Amérique centrale et du sud s'intensifiaient. La CAA s'est réunie à Washington en 1981, peu de temps après l'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis. La réunion a décidé de renouveler les accords bilatéraux de partage de l'information sur les « subversifs » et de créer un Secrétariat permanent de la CAA. Le Secrétariat a été établi à Santiago de Chile le 24 mai 1984. La CAA considérait de plus en plus tous ceux qui étaient considérés comme étant de gauche ou adhérant à la « théologie de la libération » comme des cibles de sa guerre contre le communisme.

Le Secrétariat exécutif permanent de la CAA (SEPCAA) pour 2016-2017 est basé aux États-unis. Sa mission est de « diriger, administrer, exécuter, contrôler évaluer le processus qui se déroule au cours du cycle de l'organisation, guidé par son but et les accords éventuellement adoptés par les commandants pour le cycle correspondant ».

Son président est le général américain Mark A. Milley, chef d'état-major de l'armée des États-Unis, consistant en 750 000 soldats actifs, membres de la Réserve et de la Garde nationale. Le secrétaire général de la CAA est le major général Clarence K. K. Chinn, le commandant général de l'US Army South située à Fort Sam Houston au Texas. US Army South est la composante de l'armée du USSOUTHCOM, dont la « zone de responsabilité » inclut l'Amérique centrale et du sud, les Caraïbes et ses 32 États souverains. Son secrétaire exécutif permanent est le colonel Brian McNaughton.

Les armées membres de la CAA sont celles des pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, États-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Salvador, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela. Les cinq armées observatrices sont celles de la Barbade, du Belize, du Guyana, de la Jamaïque et du Suriname, tandis que l'armée observatrice spéciale est celle de l'Espagne. Deux organisations militaires internationales ont également le statut d'observatrices : la Conférence des forces armées de l'Amérique centrale et l'Organisation interaméricaine de défense.

La participation du Canada

Le Canada s'est joint à la CAA en 1993. En excluant la dernière conférence à Toronto, il a été hôte de six conférences, la dernière en septembre 2003 à Ottawa. Depuis ce temps, un décret ministériel a été adopté intitulé « Décret sur les privilèges et immunités (Conférence des armées des Amériques) », accordant aux représentants de la CAA l'immunité diplomatique pour la durée de la conférence. Les Forces armées canadiennes identifient ses « partenaires prioritaires » dans la coopération militaire bilatérale comme étant le Mexique, le Brésil, le Chili, la Colombie et la Jamaïque. Un communiqué de presse de l'armée canadienne mentionne que le secrétaire général de la CAA, le major-général Clarence K. K. Chinn, commandant de la U.S. Army South, a accueilli « l'occasion de discuter des opérations dans le contexte interorganismes », ajoutant que « la réalité de la situation mondiale actuelle est une plus grande instabilité, qui, maintenant plus que jamais, étaye l'importance que nos armées continuent le dialogue et travaillent ensemble pour protéger nos intérêts ».

La conférence de la CAA à Toronto du 6 au 10 février avait pour « thème principal » « l'examen de la façon dont les armées peuvent travailler avec des organismes relevant de différents niveaux devant les défis croissants à la défense régionale, tout en considérant les différents rôles, capacités et cadres légaux de chaque pays ». Natalie Flynn des Affaires publiques de l'armée canadienne écrit : « En lien avec le thème, le sujet défini par l'Armée canadienne pour la conférence spécialisée de la CAA se concentrait sur l'aspect formation des opérations interagences, qui comprend des activités planifiées à grande échelle, comme des épreuves sportives importantes et des sommets, et des incidents imprévus, comme les catastrophes naturelles. [...]

« Selon le lieutenant-général Wynnyk, c'est un domaine pour lequel l'Armée canadienne est bien placée pour fournir une expertise, en raison de ses expériences des opérations de sécurité de grande envergure au pays et des interventions en cas de catastrophes naturelles, nationales et internationales. Les études de cas discutées dans le cadre de la conférence spécialisée comprenaient la sécurité pour les Jeux olympiques de Vancouver et le sommet du G20 à Toronto, ainsi que la préparation en vue d'un tremblement de terre important sur la côte Ouest du Canada. »

Lors du Sommet du G20 à Toronto en 2010, l'armée canadienne (représentée par le Commandement Canada) faisait partie du Groupe intégré de la sécurité qui a rassemblé sous commandement militaire tous les niveaux d'agences de police, du renseignement et même de sécurité privée. Elle a travaillé directement avec le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) qui est sous le contrôle du Commandement nord des États-Unis. Ces organisations sont responsables des violations des droits du peuple qui ont été commises, dont les arrestations préventives, la criminalisation de masse de la dissidence, la violence et les incarcérations. Les Canadiens n'ont pas oublié que le Sommet du G20 a été utilisé précisément en tant que terrain d'entraînement pour les opérations « interagences » toutes sous le commandement de NORAD. Sept ans et plusieurs enquêtes plus tard, notamment par l'Ombudsman de l'Ontario, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC et l'Enquête d'intérêt public sur la conduite de membres de la GRC lors des sommets du G8 et du G20 de 2010, cette expérience est maintenant présentée comme une « étude de cas » des « meilleures pratiques » pour réprimer les mouvements des peuples.

(Sources : Armand Mattelart, The Globalization of Surveillance. Polity Press, 2010. J. Patrice McSherry, Predatory States : Operation Condor and Covert War in Latin America. Rowman & Littlefield Publishers, 2005. Le Monde Diplomatique.)



Discussion

La signification du débat sur le commerce équilibré et équitable entre le Canada et les États-Unis

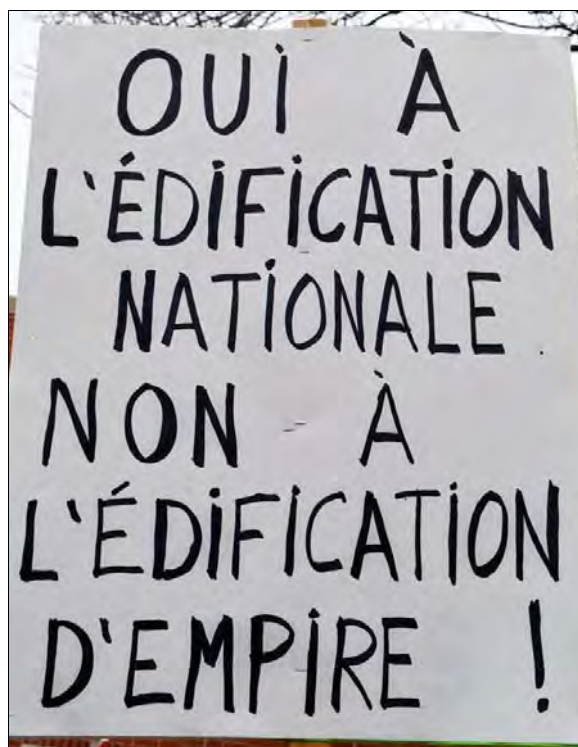
- K.C. Adams -

Un thème émergeant depuis l'élection de Donald Trump est que le Canada sera favorisé par une présidence Trump par rapport à des pays comme le Mexique et la Chine. Le Mexique et la Chine seraient dans la ligne de mire de Trump, alors que les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, dit-on, sont équilibrés, ce qui est synonyme de commerce équitable ou même de commerce mutuellement avantageux.

En retirant lui-même le 23 janvier les États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP), Trump a déclaré qu'il poursuivrait des accords de commerce équitable. Dans certains cas, ce geste est applaudi par des représentants syndicaux et est décrit comme quelque chose qui est bon pour les travailleurs.

Pendant ce temps, l'ALÉNA est également visé par Trump. On raconte aux travailleurs canadiens que le commerce n'est pas équilibré entre les États-Unis et le Mexique, mais qu'il l'est entre les États-Unis et le Canada. De cette façon, le Canada se présente comme étant dans une position privilégiée et la question est de ne pas faire trop de bruit. L'argument mis de l'avant est que les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis sont relativement égaux ou équilibrés par rapport à ce qui se passe entre les États-Unis et le Mexique et les États-Unis et la Chine. Dans certains cas, il est dit que l'ordre du jour de Trump pourrait même être avantageux pour le Canada, car le déficit commercial perçu entre le Canada et le Mexique pourrait être réglé.

Décrivant la question des dettes et des déficits dans les échanges commerciaux, Michael Den Tandt a écrit le 23 janvier dans le *National Post* :



« Selon le Bureau du représentant commercial des États-Unis, le Mexique a eu en 2015 des échanges commerciaux bilatéraux de biens avec les États-Unis d'une valeur de 531 milliards \$US. Le déficit des États-Unis dans cet échange a été de 58 milliards \$, ce qui signifie que les Américains ont acheté 58 milliards \$ de plus en biens des Mexicains, qu'ils ne leur en ont vendus. »

« La Chine a eu en 2015 un commerce bilatéral de marchandises avec les États-Unis de 659,4 milliards \$. Les exportations américaines vers la Chine n'ont représenté que 116 milliards \$, alors que les importations de biens américains en provenance de Chine ont été de 482 milliards \$. Le déficit américain dans cet échange a été la somme fulgurante de 366 milliards \$. Le déséquilibre est énorme.. [1]

« [Le Canada] a eu en 2015 un commerce bilatéral de biens avec les États-Unis d'une valeur de 575 milliards \$, pratiquement équilibré - un déficit pour les États-Unis de seulement 15 milliards \$. Les

biens achetés (par les États-Unis) en 2015 provenant du Canada sont avant tout des combustibles minéraux, du pétrole et du gaz naturel, à hauteur de 70 milliards \$. Les trois principales catégories de biens américains achetés par les Canadiens ont été des véhicules (48 milliards \$US), des machines (43 milliards \$US) et des équipements électriques (25 milliards \$US). »

Jim Stanford, ancien économiste d'Unifor et professeur d'économie actuellement à l'Université McMaster, a réitéré ce thème dans un article du 5 janvier dans le *Globe and Mail* (*les soulignés sont de nous*) :

« Contrairement au Mexique, **le commerce automobile entre le Canada et les États-Unis est équilibré**. Le commerce automobile entre le Canada et les États-Unis est énorme : environ 135 milliards \$ l'an dernier. Nous vendons plus de véhicules aux États-Unis que nous en importons d'eux, mais nous achetons beaucoup plus de pièces des États-Unis. Le déséquilibre qui en résulte (en faveur du Canada) est infime, par rapport à la valeur des échanges commerciaux bilatéraux. Si l'on inclut les achats canadiens de services liés à l'automobile (tels que les paiements d'ingénierie, de marketing et de gestion faits aux sociétés-mères américaines) et le rapatriement des bénéfices provenant des opérations canadiennes, on arrive à effacer le déficit. **C'est un cas où le commerce est réellement équilibré et mutuellement avantageux (comme les manuels d'économie disent qu'il devrait l'être). C'est grâce au Pacte de l'automobile canado-américain, mis en oeuvre en 1965, qui a obligé le commerce automobile à s'effectuer dans les deux sens** .

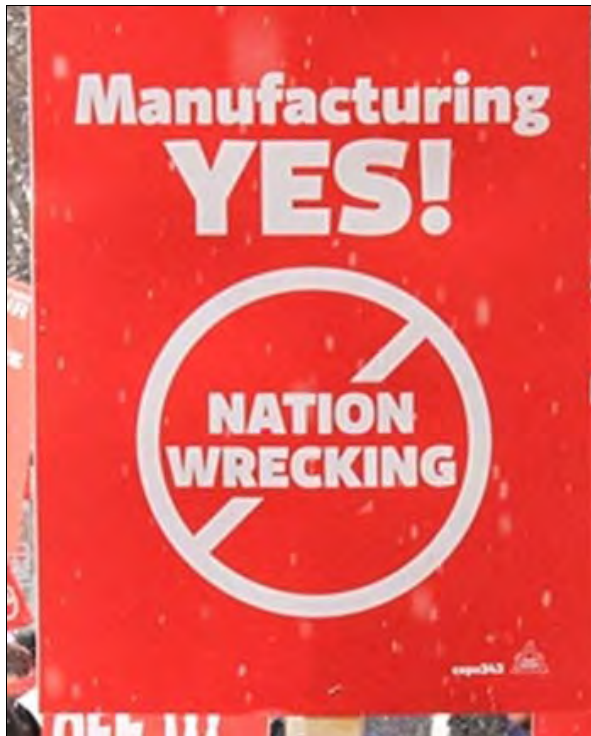
« Avec le Mexique, en revanche, le commerce automobile (en vertu des règles du laisser-faire de l'ALÉNA) est précairement déséquilibré. Les États-Unis importent au moins 10 fois plus de véhicules du Mexique (2,3 millions d'unités en 2015).

« Grâce à nos achats aux États-Unis de pièces importantes, chaque véhicule fabriqué au Canada contient 50 % de composants américaines de plus que les véhicules fabriqués au Mexique. Toute perturbation du commerce transfrontalier d'automobiles au Canada nuirait autant aux États-Unis qu'à nous. »

Les lecteurs pourront noter l'utilisation dans les deux articles de termes généraux du concept «la nation une et une seule» tels que « les États-Unis », « le Mexique » et « nous les Canadiens » ou « nous » ou « notre » sans référence aux classes sociales et aux conditions concrètes des peuples concernés, selon les rapports de production et leur classe sociale, leur position de richesse, de pouvoir, de privilège ou l'absence de tout cela. Les rapports de production dans le monde moderne existent principalement entre ceux qui vendent leur capacité de travail et ceux qui achètent la capacité de travail des travailleurs. Ceux qui achètent la capacité des travailleurs à travailler dans les secteurs de base se retrouvent avant tout principalement parmi les oligopoles contrôlés par des oligarques milliardaires.

Lorsqu'on discute des échanges commerciaux (ou d'une question sociale, politique ou économique), une analyse doit discuter concrètement de qui contrôle et qui bénéficie des échanges commerciaux et des classes sociales concernées, et des rapports qui existent entre elles et les forces productives. Sinon, la discussion aboutit à l'obscurantisme et au chauvinisme antiouvrier, et à appuyer les oligopoles et leurs plans pour traiter de leurs problèmes sur le dos de la classe ouvrière.

Des termes généraux sans contenu de classe sociale ou contexte historique peuvent être manipulés pour faire la preuve d'une notion préconçue. Ces termes et les présomptions qui en découlent visent à distraire le lecteur de l'analyse concrète des conditions concrètes et des conclusions qui s'imposent.



Les oligopoles mondiaux contrôlent la production automobile dans les trois pays nord-américains. La récente annonce de GM déménageant la production d'automobiles d'Ingersoll, en Ontario, éliminant plus de 600 emplois dans le secteur automobile reflète ce contrôle qui s'exerce sans égard à ce qui arrive à la classe ouvrière, à la collectivité ou à l'économie partout où ils opèrent. Les oligopoles contrôlent le commerce au point qu'une grande partie de celui-ci se fait de façon interne, au sein d'un groupe de propriété particulier. La classe ouvrière ne contrôle pas le secteur de l'automobile ou quelque autre secteur. Les oligarques possèdent et contrôlent tous les secteurs de base et contrôlent les échanges commerciaux. Ils s'emparent de la valeur objective créée par les travailleurs dans les trois pays et dictent où cette valeur aboutit et comment elle peut être employée. Une grande partie de la valeur dans le secteur de

l'automobile a été regroupée dans la robotique pour diminuer le temps de travail nécessaire pour produire des véhicules. Cela a exercé d'énormes pressions à la baisse sur la classe ouvrière des trois pays.

Lancer des termes généraux sans contenu de classe sociale et contexte historique empêche les travailleurs de l'automobile et les autres travailleurs de discuter, d'enquêter, d'organiser et de lutter pour une nouvelle orientation de l'économie centrée sur l'humain où les producteurs réels du produit social et sa valeur objective contrôlent la production et, chose importante, contrôlent comment la valeur qu'ils créent est distribuée et employée.

Stephen Schwarzman est le directeur général milliardaire de la firme américaine d'investissement Blackstone Group et chef de Strategic and Policy Forum de Trump. Après que Schwarzman ait rencontré le premier ministre Trudeau et son cabinet le 23 janvier, il a présenté son point de vue aux journalistes et dit : « Je pense que le commerce entre le Canada et les États-Unis est très équilibré et constitue un modèle de ce que devraient être les relations commerciales. »

« Le Canada est tenu en haute estime. Le commerce entre les États-Unis et le Canada est équilibré. Vous n'avez vraiment pas à vous inquiéter. »

La rencontre et les commentaires de Schwarzman semblent avoir transformé les élus du gouvernement Trudeau en mendiants cherchant les bonnes grâces de Trump et de son équipe de ploutocrates. En réponse aux remarques de Schwarzman, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique Navdeep Singh Bains a dit : « Nous sommes très chanceux d'être dans cette position. Nous ne la tenons pas pour acquis et nous continuerons de nous assurer de parler de la nature intégrée de nos économies. »

Le ministre du Commerce international de Trudeau François-Philippe Champagne a louangé Schwarzman pour sa « très profonde compréhension de la relation entre les États-Unis et le Canada. »

Le ministre des Transports et président du Comité du Cabinet chargé des questions concernant les

relations canado-américaines Marc Garneau a déclaré à CTV : « (Schwarzman) nous a donné son point de vue sur la situation et c'était très encourageant. Je pense que la relation entre la nouvelle administration Trump et le Canada sera très bonne. »

La classe ouvrière et les Canadiens sont censés espérer que l'équipe de ploutocrates de Trump va accepter les arguments du gouvernement Trudeau et des différents porte-paroles des oligopoles selon lesquels le commerce est équilibré et même mutuellement bénéfique. Si les oligarques acceptent l'argument, tout ira bien, nous dit-on.

Si cela ne marche pas, on demandera aux Canadiens de se rallier derrière le gouvernement Trudeau pour tenter de convaincre le Congrès américain de la justesse de la position et de la cause du Canada. Il est particulièrement important, se font dire les Canadiens, de convaincre les pouvoirs en place dans 35 États qu'ils bénéficient directement du commerce canadien et qu'ils devraient dire à Trump d'être bon envers nous parce que ces États après tout dépendent du Canada comme premier partenaire pour l'achat et la vente de biens.

En tout cas, les travailleurs Canadiens sont censés faire appel à Trump dans l'espoir qu'il utilise les pouvoirs de police de l'État d'une manière qui vise le Mexique et non le Canada. Si les appels à Trump ne parviennent pas à le convaincre de l'importance d'avoir un voisin comme le Canada, alors nous devrions faire appel au Congrès des États-Unis pour contester Trump au sujet des cibles qu'il choisit avec ses décrets présidentiels et les pouvoirs de police.

Tapage au sujet de l'intégration

Le gouvernement canadien, différents universitaires et porte-paroles des monopoles soutiennent que, outre ce « commerce équilibré et mutuellement avantageux » avec les États-Unis, les économies des deux pays sont si intégrées que toute taxe sur les importations et exportations de biens canadiens nuirait aux oligopoles. L'imposition d'une taxe à la frontière entraînerait une réduction des profits à moins que le montant ne puisse être refilé dans le prix du marché.

Brendan Sweeney, professeur à l'université MacMaster et gestionnaire de projet au Automotive Policy Research Centre écrit ceci dans *Open Canada* sur les techniques de production intégrées juste à temps des oligopoles de l'automobile : « Au cours du dernier demi-siècle, la production et la commercialisation des véhicules sont devenues très intégrées entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Aujourd'hui, dans le cadre de l'ALÉNA, les chaînes d'approvisionnement de l'automobile traversent le continent. Les véhicules assemblés dans un pays partenaire contiennent des pièces produites dans les trois pays. L'intégration permet la spécialisation, l'efficacité et les gains de productivité. (Dans son enthousiasme, le professeur ne mentionne pas la pression à la baisse sur les salaires des travailleurs et les conditions de travail résultant de l'automatisation sous le contrôle de l'oligarchie financière.)



« Les ventes de véhicules aux États-Unis et au Canada sont à des niveaux record, et plusieurs des modèles préférés par les clients américains sont produits exclusivement au Canada, notamment les Ford Edge, Chrysler Pacifica, Chevrolet Equinox et Toyota RAV4. L'augmentation du prix de ces véhicules pour les consommateurs américains en taxant les véhicules importés du Canada serait probablement impopulaire. »

Chrystia Freeland, en tant que ministre des Affaires étrangères, est allée jusqu'à dire : « Le Canada faisait partie de la chaîne d'approvisionnement des États-Unis », ce qui implique clairement que pour elle, le Canada n'est pas une nation souveraine mais un appendice des États-Unis parce que les oligopoles fonctionnent sans frontières ou souci de la souveraineté.

Les oligopoles ont établi des opérations en Amérique du Nord qui ne reconnaissent pas l'existence de nations et de peuples distincts. Ils ne parlent que de « juridictions » qui sont dressées les unes contre les autres et manipulées pour payer des dizaines et des centaines de millions de dollars en argent d'extorsion pour avoir le privilège d'avoir des exploitations établies dans un endroit donné, qui sont déplacées ou fermées quand elles ne s'inscrivent plus dans leurs plans intéressés. Le plan actuel de GM d'éliminer 600 emplois à Ingersoll en est un bon exemple.

Cette soi-disant intégration de la production et des ventes est présentée comme quelque chose que les travailleurs doivent défendre et soutenir afin de préserver leurs emplois et l'existence même du pays. En d'autres termes, la négation de la souveraineté et d'une économie prosociale autosuffisante qui favorise le peuple sont présentées comme la condition préalable à toute discussion sur le commerce, que ce soit le libre-échange favorisé par la bande Trudeau/Freeland/Clinton ou le commerce protectionniste de la bande à Trump. Cela montre bien que la discussion ne porte pas sur le commerce avec les États-Unis, mais sur la façon dont le Canada devrait se subordonner à l'impérialisme américain et aux intérêts étroits de l'oligarchie financière.

Préoccupation au sujet des effets secondaires

Quelles sont les raisons derrière l'hostilité ouverte de l'oligarchie Trump envers le Mexique et les Mexicains qui pourrait causer des problèmes à certains oligopoles ? Les relations se détériorent rapidement avec l'injure nationale et raciste de Trump de construire un mur de frontière avec le Mexique et de taxer les importations mexicaines pour le payer. Une section des oligarques peut voir une guerre avec le Mexique comme une option pour compléter l'annexion américaine des personnes et du territoire mexicain commencée avec la guerre États-Unis-Mexique de 1846-1848 lorsque les États-Unis se sont emparés de vastes étendues de territoire mexicain comprenant la Californie, le Texas, le Nouveau Mexique, l'Arizona et d'autres régions. Certains considèrent une nouvelle guerre avec le Mexique comme un moyen d'éviter l'orage en formation d'une guerre civile aux États-Unis.



Dans le cas du Mexique en particulier, l'intégration des exploitations de plusieurs oligopoles fonctionnant partout en Amérique du Nord signifie que tout tarif ou taxe sur les produits mexicains, comme le tarif de 20 % proposé par Trump pour toutes les exportations mexicaines vers les États-Unis, pourrait exercer une pression à la baisse sur le taux de profit. En ce sens, dans le cadre du régime Trump, l'intégration de l'économie canadienne au Mexique est présentée comme un passif alors qu'une annexion plus profonde avec l'Empire des États-Unis est considérée comme un atout.

Les effets secondaires de l'accrochage de Trump avec le Mexique peuvent conduire à des problèmes qui pourraient être évités selon certains membres de l'élite politique canadienne qui proposent une intégration plus profonde et même une annexion complète à l'Empire des États-Unis tout en éloignant le Canada du Mexique pour le

moment.

Un reportage de Robert Fife dans le *Globe and Mail* indique : « Un haut responsable du gouvernement canadien a déclaré au *Globe and Mail* que les signaux de l'équipe du commerce de M. Trump indiquaient que l'attention du commerce visera en grande partie le Mexique, ce qui enlèverait au voisin du sud des États-Unis de nombreux avantages de l'ALÉNA. »

« ' L'indication claire que nous avons obtenue de ce côté-ci des choses c'est qu'ils visent le Mexique et pas nous ', a dit le responsable. 'Nous maintenons une ligne de communication ouverte avec eux afin de savoir ce qu'ils ont l'intention de faire avec le Mexique parce que cela pourrait avoir de sérieuses répercussions pour nous.' »

Dilemme sur la question des échanges commerciaux et Keystone XL

Une autre question est apparue dans le cadre de la discussion sur les dettes et les déficits reliés aux échanges commerciaux. Elle est liée à l'approbation de l'oléoduc Keystone par Trump le 23 janvier et aux demandes qu'aurait faites le secrétaire au commerce de Trump, Wilbur Ross, à l'effet que les ententes sur les accords commerciaux devraient être rouvertes sur une base régulière pour que les échanges commerciaux demeurent équitables, du moins du point de vue des impérialistes américains.

Cela signifie que l'élite des États-Unis, et la bande de Trump en particulier, avec son obsession sur « l'art de conclure une affaire », veulent automatiquement ouvrir ou négocier régulièrement des changements aux accords de libre-échange comme l'ALÉNA. La renégociation des ententes interviendrait en réponse à des changements dans le prix du pétrole ou d'autres produits, par exemple, qui peuvent changer radicalement la balance commerciale en termes monétaires et causer des dettes et des déficits aux États-Unis. En fait, les oligopoles dominants exigeraient sans cesse des changements aux termes de l'échange commercial en fonction de leurs intérêts privés.



Suite à l'approbation de Keystone XL par Trump et à sa demande d'un nouvel accord, certains commentateurs disent que le pétrole additionnel qui coulerait du Canada vers le sud pourrait déséquilibrer les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, menant à un déficit commercial américain avec le Canada. La solution qui est présentée est une annexion encore plus poussée pour faire en sorte que les importations de pétrole canadien par les États-Unis ne soient pas considérées comme des importations ; les réserves pétrolières canadiennes seraient considérées comme faisant partie de l'approvisionnement intérieur des États-Unis. La solution serait de concéder la souveraineté et le contrôle canadiens sur le territoire et les ressources du Canada au nom de la préservation de l'exportation de ressources du

Canada vers les États-Unis. Cet argument, qui est irrationnel et représente une capitulation selon beaucoup de Canadiens, et qui abandonne totalement l'indépendance et le contrôle de l'économie canadienne, s'étendrait à toutes les ressources canadiennes y compris les forêts et l'eau du Canada. La proposition est de transformer officiellement et légalement le Canada en un vaste réservoir de ressources pour les oligopoles américains et course à l'hégémonie mondiale.

Le 23 janvier, Campbell Clarke écrivait dans le *Globe and Mail* :

« L'approbation de Keystone XL pourrait entrer en conflit avec un autre aspect important de la politique commerciale de M. Trump : l'élimination des déficits commerciaux des États-Unis.

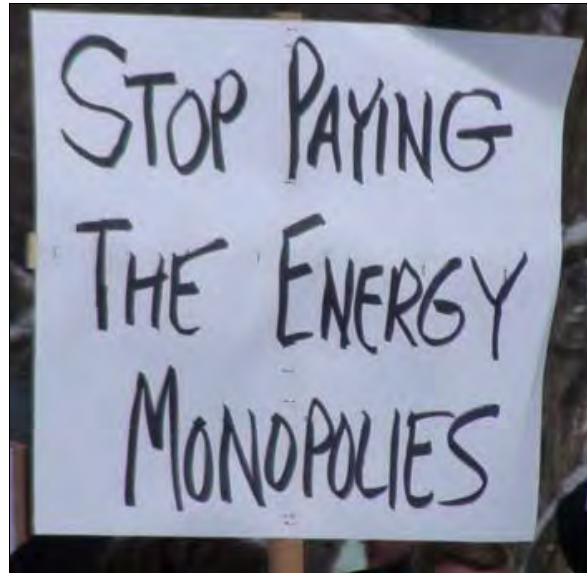
« En 2015, les États-Unis ont bénéficié d'un excédent commercial de 11,9 milliards \$US avec le Canada. Keystone XL effacerait cependant l'excédent commercial des États-Unis et une hausse du prix du pétrole à 75 ou 80 \$ le baril le transformerait soudainement en un déficit.

« Imaginez ce que cela pourrait signifier pour le Canada en vertu d'un nouvel ALÉNA qui redémarre une renégociation chaque fois que les États-Unis développent un déficit commercial avec le Canada : lorsque les prix du pétrole augmentent, les règles commerciales pour les autres marchandises allant des voitures au bétail pourraient être réécrites, créant des incertitudes pour les exportateurs.

« Si M. Trump obtient l'oléoduc qu'il veut, le Canada peut s'attendre à ce que l'ALÉNA soit rouvert. Et deux fois plutôt qu'une.

« Cela pourrait être une question clé pour M. Trudeau de convaincre M. Trump qu'il devrait considérer le pétrole canadien comme le pétrole des États-Unis - autrement dit que les États-Unis ne devraient pas considérer le pétrole canadien comme une importation quand ils prennent en considération leur balance commerciale.

« M. Trudeau doit faire en sorte que l'administration Trump considère le pétrole canadien comme une partie de son approvisionnement continental, autrement, aux yeux de Washington, un pipeline ou un changement de prix pourraient faire pencher la balance. »



En plus de ces arguments qui sont équivalents à l'annexion du Canada par les États-Unis et à la liquidation de toute notion d'un Canada indépendant, d'autres arguments sont présentés pour que le Canada augmente ses échanges commerciaux avec la Chine si les choses ne vont pas bien avec les États-Unis. À cet égard, à la suite de l'abandon du PTP par Trump, le Canada entame des pourparlers exploratoires sur un accord de libre-échange avec la Chine à compter de ce mois-ci. Une autre proposition qui est lancée est que le Canada collabore étroitement avec le Mexique et l'Amérique latine afin de traiter conjointement avec Trump.

Dans tous ces cas, ce qui est présenté c'est que la crise d'incertitude que Trump a créée ne devrait pas être résolue en faveur d'une nouvelle direction pour l'économie, y compris un commerce international qui favorise les travailleurs. Au lieu de cela, les propositions et les appels à faire face à la crise orientent le pays vers la préservation de la domination et du contrôle de l'oligarchie financière d'une manière ou d'une autre. Aucune de ces propositions ne vise une nouvelle direction pour l'économie et les échanges commerciaux, fondée sur le fait qu'une économie autosuffisante et indépendante dépend du contrôle des producteurs. Une économie canadienne axée sur l'être humain s'appuierait sur sa propre force interne et sa reproduction élargie pour garantir les droits et le bien-être de tous et commercer avec d'autres pour le bénéfice mutuel des peuples concernés et le développement pacifique collectif de toute l'humanité.

Note

1. Les termes économiques centrés sur le capital dans l'article du *National Post* ont un double sens qui peut facilement être manipulé pour faire la promotion d'une thèse. Les prix du marché des exportations chinoises ne sont pas comparables à la valeur objective des marchandises similaires produites aux États-Unis ou au Canada. Les importateurs américains et canadiens de produits chinois les achètent à des prix du marché bien inférieurs aux prix comparables de la production de biens similaires produits aux États-Unis et au Canada. On pourrait dire que les pays en développement subventionnent les centres de l'impérialisme.

Une grande partie des marchandises chinoises exportées vers les États-Unis et ailleurs sont produites en réponse à des commandes d'énormes détaillants américains (européens ou japonais) tels que Wal-Mart ou en consignment tels que les iPhones Apple pour la vente dans le monde entier. Cela se traduit par un transfert de valeur objective des mains des travailleurs chinois vers les oligarques aux États-Unis. Ce phénomène, couplé à l'hégémonie du dollar américain en tant que monnaie de réserve officielle et dominante dans le système impérialiste d'États, force les pays en développement comme la Chine et d'autres d'acheter des obligations du Trésor libellées en dollars américains uniquement pour faciliter le commerce international et aussi comme une couverture contre les attaques contre leurs propres monnaies. Les déficits des échanges commerciaux des États-Unis sont pour la plupart illusoirs puisqu'ils sont partiellement financés par des bons du Trésor américains et une dette nationale des États-Unis qui est constamment renouvelée par une nouvelle dette jusqu'à ce qu'une crise insoluble éclate et qu'une rébellion mondiale contre l'hégémonie américaine balaye le monde.

Ces facteurs sont des facteurs majeurs qui garantissent présentement le transfert de la valeur vers les coffres de l'oligarchie financière américaine, permettant à l'impérialisme américain de financer, entre autres, sa machine militaire et politique massive dans le monde, avec des bases et des opérations partout, engagée dans des guerres prédatrices et des ingérences continues dans des pays souverains jusqu'au changement de régime et à l'occupation militaire.



Cinquième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes se réaffirment en tant que Zone de paix



Le Cinquième Sommet de la Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) a eu

lieu à Punta Cana en République dominicaine les 24 et 25 janvier. Tous les pays des Amériques sont membres de la CELAC, à l'exception du Canada, des États-Unis et des fiefs coloniaux de pays européens et des États-Unis. En tout, l'organisation comprend 33 pays, ce qui représente plus de 600 millions de personnes.

Le sommet a débuté le 24 janvier avec une minute de silence pour rendre hommage au dirigeant historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro. Le président dominicain, Danilo Medina, a ouvert la session en rendant hommage à Fidel en tant que « l'un des principaux défenseurs de la communauté et le défenseur irréductible sa vie durant de la vision d'une région unie sur la voie du progrès. » Il a dit de la CELAC que c'était « au sein de cette alliance des peuples, de cette communauté de frères, que nous devons trouver les idées, les voies, les actions et la volonté politique de réaliser le destin historique de l'Amérique latine et des Caraïbes ».



Ouverture du sommet de la CELAC avec une minute de silence à la mémoire de Fidel

On rapporte que les représentants de 29 pays membres sont intervenus à la session plénière. Certains pays membres n'ont pas délégué de chefs d'État au sommet, notamment le Brésil et l'Argentine, tandis que les présidents du Chili, de la Colombie et du Mexique avaient confirmé leur présence mais ont décommandé, évoquant des problèmes urgents de dernière minute. À la fin du sommet, le président Salvador Sanchez Ceren a assumé la présidence intérimaire de la CELAC pour 2017 au nom du Salvador et dit que cela représentant une importance reconnaissance mais aussi une responsabilité énorme pour son pays.[1]

Le sommet a conclu ses délibérations avec la déclaration politique de Punta Cana ainsi que 20 déclarations spéciales et le Plan d'action de la CELAC pour 2017. Des ministres des Affaires étrangères ainsi que des représentants d'autres ministères gouvernementaux se réuniront au cours de l'année afin de discuter des domaines de coopération tels que déterminés par le Plan d'action.

Déclaration de Punta Cana

Les signataires de la déclaration réitèrent que « le dialogue et l'entente politique en vertu d'une confiance réciproque entre nos gouvernements et le respect des différences sont essentielles pour réaliser encore davantage l'intégration politique, économique, sociale et culturelle de la Communauté ». Aussi, ils « réaffirment leur engagement à consolider l'Amérique latine et les

Caraïbes en tant que Zone de paix, conformément aux décisions du 2e sommet qui a eu lieu à La Havane en janvier 2014, devenu désormais une référence pour les relations entre pays, une importante contribution au climat de respect réciproque et un gage de confiance pour les pays membres ».

Les pays membres sont appelés à respecter les principes de la déclaration dans leurs relations avec la région, « dans le but de régler les conflits par des moyens pacifiques et dans la reconnaissance du droit des États d'avoir leur propre système politique, leur propre développement économique, social et culturel en tant que fondement indispensable de la promotion de la paix et de l'harmonie dans la région ».

Ils expriment aussi l'appui de la CELAC au processus de dialogue national dans la République bolivarienne du Venezuela entre le gouvernement et l'opposition « dans le cadre de la constitution et des lois du Venezuela et en vertu du principe de respect pour la non-ingérence dans les affaires internes de pays ».

Sur les questions de paix et de sécurité internationales, ils ont réaffirmé l'usage pacifique des technologies de l'information et de la communication (TIC) et ont appelé « la communauté internationale à éviter et à refuser d'avoir recours à des actes qui ne sont pas compatibles avec les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies, de la Déclaration universelle des droits de la personne et du droit international, tels que ces actes qui cherchent à subvertir des sociétés ou à créer des situations susceptibles d'inciter des conflits entre pays ».

Ils ont rejeté le recours aux mesures coercitives unilatérales, y compris les listes et les certifications touchant à des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en violation du droit international.

Les participants ont à nouveau exprimé leur inquiétude face à l'adoption du Décret exécutif des États-Unis, d'abord approuvé le 9 mars 2015 et renouvelé en janvier par Barack Obama, l'un de ses derniers actes en tant que président. Le décret vise le Venezuela en tant que « menace inhabituelle et extraordinaire » à la sécurité nationale des États-Unis et impose des sanctions unilatérales contre les fonctionnaires du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela.

Les membres de la CELAC exhortent les États-Unis à mettre fin inconditionnellement au blocus économique, commercial et financier contre Cuba et à rendre à Cuba le territoire occupé par la base navale de Guantanamo.

Ils ont aussi salué les progrès dans les relations entre les gouvernements de Cuba et des États-Unis, y compris l'entente sur l'immigration conclue le 12 janvier, qui a mis fin à la politique « pieds secs pieds mouillés » et du programme dit de probation qui incitait les médecins cubains à abandonner leurs missions d'outre-mer.

Sur la question de la décolonisation, ils ont réitéré le caractère latino-américain et caraïbe du Porto Rico et ont noté les décisions adoptées par le Comité spécial sur la décolonisation des Nations unies tout en réaffirmant que cette question était d'intérêt pour la CELAC.

Le sommet a aussi discuté des questions qui font partie de l'ordre du jour de la CELAC en 2017, soit la sécurité alimentaire, le développement, l'égalité des sexes, la migration, la gestion des risques en cas de désastre, le changement climatique et la protection environnementale, la biodiversité, la lutte contre la corruption, le problème mondial de la drogue, la culture, la coopération internationale, le commerce, les droits humains et transnationaux ainsi que la réforme des Nations unies.

Note

1. Chaque année, le pays qui assume la présidence de la CELAC accueille un sommet des chefs d'État et de gouvernement pour établir l'ordre du jour et les objectifs du regroupement pour l'année. Le premier sommet a eu lieu au Chili en 2013, le deuxième à Cuba en 2014, le troisième à Costa Rica en 2015 et le quatrième en Équateur en 2016.

(Avec des informations de Prensa Latina, Granma International, Cubadebate. Photos : Escambray)



Rassemblement des mouvements sociaux et des forces politiques



Plus de 400 délégués de 15 pays ont participé à une réunion des mouvements sociaux et des forces politiques à l'université autonome de Santo Domingo les 23 et 24 janvier, en marge du sommet de la CELAC. Les organisateurs affirment que les participants ont exprimé leur appui inconditionnel au travail mené dans le cadre de la CELAC pour promouvoir l'intégration et ont appelé à une plus grande participation des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes à ces efforts.

Les participants au rassemblement ont mis fin à leurs délibérations avec la Déclaration de Santo Domingo qui affirme leur « appui au 5e sommet des chefs d'État et des gouvernements de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) tout en souhaitant que celle-ci contribuera à une plus grande consolidation de cet important mécanisme pour la concertation et les actions conjointes de nos pays, à la défense des intérêts et des droits des nations et des peuples ».

Par le biais de la déclaration, les participants ont exprimé leur appui aux luttes des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, aux relations pacifiques entre eux et à la défense de leur souveraineté, de leur indépendance et de leur droit à l'auto-détermination. Pour lire la déclaration intégrale, [cliquer ici](#).

(Avec des informations de Caribflame)



Jamais il n'a été plus nécessaire de nous engager réellement dans la voie de l'unité

- Raul Castro -

Discours prononcé par le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba, au 5e Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC), à Punta Cana, République dominicaine, le 25 janvier 2017, « Année 59 de la Révolution »

Cher président Medina,

Chers chefs d'État ou de gouvernement
d'Amérique latine et de la Caraïbe,

Illustres chefs de délégations et invités,

Au Sommet qui a donné vie à cette Communauté, à Caracas, en 2011, nous avons exprimé la conviction que « l'unité et l'intégration politique, économique, sociale et culturelle de l'Amérique latine et de la Caraïbe constituent [...] une nécessité pour affronter avec succès les dangers qui se posent à nous en tant que région ».

Jamais il n'a été plus nécessaire de nous engager réellement dans la voie de l'unité, en reconnaissant que nous avons de nombreux intérêts en commun. Travailler en faveur de « l'unité dans la diversité » est un besoin impératif.



Pour atteindre cet objectif, il s'impose un respect absolu de la Proclamation de l'Amérique latine et de la Caraïbe comme Zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement en janvier 2014, dans laquelle nous nous sommes engagés « envers le strict respect de l'obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures de tout autre État », et à régler les différends par la voie pacifique, ainsi qu'à « respecter pleinement le droit inaliénable de tout État d'adopter le système politique, économique, social et culturel de son choix ».

Pour ce faire, il est indispensable que tous les membres de la communauté internationale respectent pleinement les postulats de la Proclamation dans leurs relations avec les pays de la CELAC.

Il serait souhaitable que le nouveau gouvernement des États-Unis opte pour le respect de la région, bien qu'il soit préoccupant qu'il ait annoncé certaines intentions qui mettent en danger nos intérêts dans les sphères du commerce, de l'emploi, de la migration et de l'environnement, entre autres.

Par conséquent, il est indispensable de lancer des plans d'actions communs et de rendre plus efficace la gestion de la CELAC.

Par ailleurs, un retour au néolibéralisme provoquerait une recrudescence de la pauvreté et du chômage, aggravant ainsi les conditions sociales en Amérique latine et la Caraïbe.

Monsieur le Président,

Nous réaffirmons notre soutien au peuple et au gouvernement vénézuéliens dans la défense de leur souveraineté et de leur autodétermination face aux actions menées contre la Révolution bolivarienne.

Nous continuerons, dans la mesure de nos possibilités, de contribuer à la mise en oeuvre de l'Accord final de paix entre le gouvernement de Colombie et les FARC-EP, et d'appuyer les conversations de paix avec l'ELN.

Nous réaffirmons que le peuple de Porto Rico doit être libre et indépendant ; nous continuerons d'appuyer les revendications de l'Équateur face au refus des transnationales de réparer les graves dommages environnementaux causés en Amazonie ; nous rejetons la manipulation politique contre le gouvernement bolivien et les tentatives de déstabilisation contre ce pays ; nous félicitons le président Daniel Ortega pour sa récente réélection à la tête du Nicaragua, et également la vice-présidente Rosario Murillo. Nous réaffirmons notre rejet du coup d'État parlementaire perpétré au Brésil contre la présidente Dilma Rousseff, à qui nous exprimons notre solidarité, de même qu'à l'ancien président Luis Inacio Lula da Silva.

Nous confirmons le soutien de Cuba aux nations soeurs des Caraïbes face aux tentatives de les priver de l'accès aux ressources financières, dans leur lutte contre le changement climatique, et dans leurs revendications légitimes pour la réparation des dommages provoqués par le colonialisme et l'esclavage.

Nous renouvelons nos encouragements aux efforts de la République argentine pour récupérer les Îles Malouines, Georgie-du-Sud et Sandwich-du-Sud.

Cher président, je souhaite exprimer la volonté de Cuba de continuer de discuter des affaires bilatérales en suspens avec les États-Unis, sur la base de l'égalité, la réciprocité et le respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération sur des sujets d'intérêt commun avec le nouveau gouvernement du président Donald Trump.

Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister de manière civilisée, en respectant leurs différences et en favorisant tout ce qui peut s'avérer positif pour les deux pays et les deux peuples, mais il ne faut pas attendre pour autant que Cuba fasse des concessions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance.

Le blocus économique, commercial et financier persiste, et entraîne des privations et des dommages humains importants qui affectent gravement notre économie et entrave notre développement.

Cependant, nous continuons de centrer nos efforts sur la mise à jour de notre modèle économique et social, et de lutter pour construire une Nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au président Danilo Medina pour son émouvant hommage à la mémoire du Commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, à la cérémonie d'ouverture de ce Sommet, ainsi qu'à toutes les personnes qui nous ont transmis leurs condoléances et leurs messages de solidarité.

Permettez-moi, pour conclure, de vous remercier, ainsi que le peuple dominicain, pour votre hospitalité et pour votre chaleureux accueil, et vous féliciter pour le travail réalisé durant votre

mandat à la présidence tournante de la CELAC, et aussi de réitérer notre engagement de soutien et de solidarité au Salvador et à son président Salvador Sanchez Cerén, dans sa gestion à la tête de la Celac en 2017.

Je vous remercie. (Applaudissements)

(Granma)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca